

# le prolétaire

organe du parti communiste international

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:** La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»  
Revue théorique en français  
«il comunista»  
Journal bimestriel en italien  
«el programa comunista»  
Revue théorique en espagnol  
«El proletario», Journal en espagnol  
«Proletarian», bulletin en anglais

Journal bimestriel  
**N° 526**  
Oct. - Nov. - Déc. 2017  
54<sup>e</sup> année - 1 €, 3 CHF, £1,5, 60 DA,  
0,5 DT, 20 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

## DANS CE NUMERO

- Aux États-Unis, les prolétaires immigrés dans la ligne de mire
- Haïti : Les prolétaires du textile affrontent les patrons, l'État et leurs sbires
- Pollution pétrolière au Nigeria : le capital pollue et tue. Seule la révolution prolétarienne mettra fin à ce système cupide et criminel
- Énergie, ports, plantations : Flambée de combativité ouvrière au Sri Lanka
- Soudan: fièvre de l'or pour les bourgeois, empoisonnement au cyanure pour les prolétaires

**Face à  
l'indépendantisme  
catalan et au  
nationalisme  
espagnol,  
une seule réponse  
prolétarienne:  
L'ennemi  
est chez nous!  
C'est notre  
propre  
bourgeoisie!**

5 ans après la grande manifestation de la *Diada* (fête nationale catalane) de 2012, la tension entre le gouvernement central espagnol et la *Generalitat* catalane a atteint son point d'ébullition dans la première moitié du mois d'octobre. Ces 5 années ont été marquées par les exigences de la part des deux présidents de la *Generalitat*, Artur Mas et Carlos Puigdemont, d'un référendum sur l'indépendance de la Catalogne. Et du côté du gouvernement central dirigé par Rajoy par le refus réitéré d'un tel référendum sous quelque forme qu'il soit. En fait il y a eu déjà en 2014 une première tentative de référendum, mais sa faible participation a conduit les deux côtés à l'ignorer et à se concentrer sur la lutte pour des objectifs futurs similaires. Mais il serait absurde de croire que le problème catalan se réduit aux dimensions d'une consultation électorale (légitime ou illégitime, contraignante ou non); en fait ce problème n'a cessé de prendre de l'ampleur, au-delà de la version journalistique selon laquelle il s'agissait de la légitimité ou non du vote en Catalogne, et autour de questions qui n'ont rien à voir avec «l'exercice du droit démocratique».

En réalité le point de départ de l'escalade des affrontements se trouve dans la crise capitaliste qui a secoué le monde à partir de 2007-2008: l'affrontement politique découle de la guerre économique. Les drapeaux démocratiques et légalistes masquent des causes beaucoup plus vénales; la mobilisation «citoyenne» répond à des forces matérielles d'une portée autrement plus importante que les urnes.

Comme nous l'avons expliqué dans nos diverses prises de position sur les évé-

( Suite en page 2 )

## Poursuite de l'offensive gouvernementale anti-ouvrière et démobilisation syndicale

Le 28 novembre, après que la chambre des députés ait voté le texte des ordonnances gouvernementales, le secrétaire-général de la CGT a fièrement déclaré à la télévision (BFM) que même après ce vote, le combat continuait.

Mais quel combat? Le combat pour améliorer la loi, a-t-il déclaré...

Voilà comment est enterrée la fameuse mobilisation syndicale commencée contre la loi El Khomri au début de l'année dernière, qui aurait dû continuer à la rentrée 2016 malgré le vote de la loi au parlement, et qui aurait dû reprendre et s'amplifier à la rentrée 2017 contre les ordonnances Macron: la seule perspective qui est proposée maintenant est de «lutter» pour «améliorer» la fameuse «loi Travail XXL», autrement dit d'améliorer l'attaque anti-ouvrière... Les médias parlent de la «défaite» de la CGT, mais en réalité la CGT et les autres appareils syndicaux ont remporté la victoire recherchée, victoire non sur le gouvernement et le patronat, mais sur le prolétariat.

Ce que les syndicats comme les bourgeois redoutent en effet c'est que les attaques anti-prolétariennes provoquent des réactions de lutte classistes, qui sortent du cadre de la paix sociale pour s'attaquer vraiment aux intérêts capitalistes. Le contrôle du «front social» est donc une nécessité première quand les besoins du capitalisme exigent d'accroître l'exploitation de la force de

travail ouvrière, que ce soit directement par l'intensification et l'allongement de l'effort de travail, la baisse des salaires réels, ou «indirectement» par la baisse des «charges sociales», la réduction des dépenses sociales, l'augmentation des impôts et taxes, etc. — ce qui revient en fait à diminuer le salaire réel en s'attaquant à la part dite «différée» qui se retrouve dans les pensions de retraite et les mesures sociales.

Ce que les patrons appellent le «coût du travail», c'est ce qu'ils payent en définitive aux prolétaires qu'ils exploitent, même si seule une partie se retrouve sur la fiche de paye (du point de vue marxiste c'est la «valeur» de la force de travail, qui comprend les frais de nourriture, logement, habillement, transport, soins médicaux, etc., indispensables pour que cette force de travail soit en état de se faire exploiter c'est-à-dire de produire la plus-value dont se nourrit le capital).

La baisse des «charges sociales» est un moyen relativement indolore (parce que ses conséquences ne se font pas sentir immédiatement au prolétaire individuel, s'il n'est pas malade, au chômage, à la retraite), c'est la raison pour laquelle elle est le plus souvent employée; mais elle n'est pas toujours suffisante pour la rapacité capitaliste qui s'attaque aux salaires nets par exemple en faisant un chantage aux licenciements, etc.

Quand augmentent les attaques, quand s'accroît le «despotisme d'entreprise»,

quand les limites à l'exploitation autrefois mises en place par les bourgeois eux-mêmes (jamais de leur plein gré!) pour maintenir la paix sociale (et qui étaient inscrites dans le code du travail) sont remises en cause, c'est alors que le rôle et l'action des syndicats dits «combatifs» ou «contestataires» devient indispensable. C'est ce rôle de paratonnerre que les appareils syndicaux ont joué par rapport aux ordonnances Macron: les journées d'action organisées n'avaient pas d'autre but que d'être des soupapes de sureté pour faire retomber la pression sociale.

La «journée d'action» du 16 novembre l'a montré encore une fois. Les médias ont souligné que FO participait pour la première fois à une journée d'action depuis la rentrée et ils ont prétendu y voir une «radicalisation» qui aurait été imposée par la base de ce syndicat. Mais en fait FO n'a participé à la journée d'action qu'à la condition qu'il n'y ait pas de revendication globale contre les ordonnances!

La journée avait été précédée pour la préparer d'une réunion intersyndicale le 24 octobre au siège de la CFDT; cette dernière, ultra-collaborationniste comme chacun sait, mais qui avait émis des critiques sur la méthode Macron, allait-elle se joindre à un front syndical de lutte contre les ordonnances? Bien entendu il n'en fut rien, et la CGC

( Suite en page 2 )

## Lutte Ouvrière, le trotskysme et la «tradition communiste révolutionnaire»

Sur son organe «théorique» *Lutte de classe* n°186 (septembre-octobre 2017) Lutte Ouvrière a publié un article sobrement intitulé: «Bordiguisme et trotskysme» (1)

Comme on s'en serait douté, c'est une condamnation de notre courant, «sectaire» et «replié sur lui-même». La conclusion est sans appel: «faire renaître la tradition révolutionnaire communiste du mouvement ouvrier» est une «tâche difficile» (...) «même quand le point de départ programmatique est juste», écrit LO en faisant référence à «beaucoup d'organisations» (...) «qui se sont rattachées au trotskysme» sans «pour autant être préservées du bureaucratisme et de l'opportunisme [sic]! Ce sont eux qui le disent...». «Mais, termine-t-elle, sans ce point de départ [on] est certain de déboucher sur une impasse. L'histoire du courant bordiguiste et de ses avatars en est la démonstration».

Signalons tout de suite qu'à notre avis LO est bien mal placée pour parler de la tradition révolutionnaire communiste: elle la bafoue tous les jours par son suivisme permanent vis-à-vis des grands appareils politiques et syndicaux de collaboration de classe, par sa contribution à la diffusion des illusions électoralistes et réformistes, par son pacifisme congénital, etc.

Après avoir rappelé que la particularité de notre courant est d'avoir lutté avec acharnement pour défendre le marxisme authentique et non pour créer un «bordiguisme», suivons le raisonnement de l'article.

Celui-ci commence, comme il se doit, par

une référence au texte de Lénine «La maladie infantile» (publié en 1920 à la veille du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste), qui serait une condamnation entre autres du courant bordiguiste «ultra-gauchiste»: c'est là une véritable tradition qu'avant LO ont utilisée contre nous les stalinien et les opportunistes de toute espèce. Ils ont prétendu voir dans cet ouvrage la justification non pas de leurs compromis (Lénine y explique qu'on ne peut refuser par principe tout compromis), mais de leurs **compromissions** puis de leurs **trahisons**. Nous avons expliqué que cet ouvrage était la «condamnation des futurs renégats» (2) par sa réaffirmation des positions cardinales marxistes du bolchevisme. Il existait à l'époque des courants effectivement «ultra-gauches», révolutionnaires mais semi-marxistes, voire tout à fait étrangers au marxisme comme les syndicalistes révolutionnaires ou autres, attirés par la révolution d'Octobre, qu'il fallait discipliner et orienter. Rien de tel avec notre courant qui fondait les désaccords avec certaines orientations tactiques prônées par Lénine et les Bolcheviks (notamment la participation aux élections) sur la base du marxisme rigoureusement orthodoxe. Il n'était pas non plus de ceux qui, selon LO, refusaient les luttes immédiates pour se réfugier «dans la défense purement formelle du programme socialiste», comme le démontre l'intense activité de

type syndical menée par le Parti Communiste d'Italie sous la direction de la Gauche, activité saluée par l'Internationale.

En ce qui concerne d'ailleurs la constitution du Parti Communiste d'Italie, LO affirme faussement qu'elle a été «inspirée» par «deux tendances», celle du *Soviet* («Fraction communiste abstentionniste» formée par le courant de la Gauche Communiste) dont elle ne peut nier la lutte résolue contre le réformisme du Parti Socialiste italien et pour la défense de la révolution bolchevique; et celle de l'*Ordine Nuovo* (Gramsci) dont elle peut dire seulement qu'elle «avait su se lier étroite-

( Suite en page 6 )

## A NOS LECTEURS

L'augmentation incessante des frais d'imprimerie et plus encore des frais postaux nous a conduit à décider de modifier la publication de notre journal.

A partir du prochain numéro *Le Prolétaire* sera publié sous format A4, comme le sont aujourd'hui *El Proletario*, *Proletarian* et le *suplemento Venezuela*. L'économie substantielle ainsi réalisée permettra d'éviter que soit menacé le développement de notre activité par des contraintes financières.

Nous profitons de l'occasion pour réitérer l'appel à nos lecteurs et sympathisants à soutenir notre action en s'abonnant à la presse et en participant à la souscription permanente. Le parti a besoin de votre soutien!

## Poursuite de l'offensive gouvernementale anti-ouvrière et démobilisation syndicale

(Suite de la page 1)

(syndicat des cadres qui n'a pas une réputation contestataire) quitta même la réunion en disant qu'il était pour elle inacceptable que certains syndicats trouvent des aspects positifs aux ordonnances (mais elle n'alla pas jusqu'à appeler à une lutte contre celles-ci: il faut rester raisonnable!).

Enfin, la CFDT refusa de s'associer à la journée d'action prévue bien que celle-ci ne parlait pas des ordonnances, mais appelait seulement à s'opposer à «la politique libérale» du gouvernement, sans plus de précisions. «Ce n'est pas l'abrogation de la loi ourien», justifiera en commentaire le délégué CGT à cette réunion (1): ce sera donc rien...

Nous nous sommes attardés sur cette mascarade parce qu'elle est significative du rôle joué par les appareils syndicaux collaborationnistes pour faire avorter, chacun à leur façon et à leur place, tout mouvement de lutte véritable contre les attaques que constituent les ordonnances Macron; d'ailleurs les travailleurs ne se sont pas trompés sur la volonté de combat des syndicats, et la participation à l'ultime «journée d'inaction» a été des plus limitées.

### LES MOUCHES DU COCHE DU COLLABORATIONNISME SYNDICAL

Comme nous l'avons déjà signalé les groupes dits d'«extrême gauche» (Lutte Ouvrière, NPA, les frères ennemis du lambertisme: POI et POID,...) se sont bien gardés d'opposer une autre orientation, une orientation de classe, à la politique défaitiste des directions syndicales – comme cela

avait déjà été le cas lors des mobilisations contre la loi El Khomri ou des luttes antérieures. Ils sont bien trop installés depuis des années dans les hiérarchies syndicales pour même songer à y mener une opposition, quant aux orientations classistes ils les ont oubliées dans la pratique depuis bien longtemps, s'ils ne les ont jamais connues!

On ne trouvera ainsi pas un mot de critique à l'encontre des directions syndicales sur les colonnes de Lutte Ouvrière, la plus suiviste de toutes ces organisations.

Le NPA, lui, sentant plutôt le besoin de répondre au «désarroi» des «équipes militantes les plus déterminées», se risque à appeler à un «changement de tactique» des syndicats et à «en finir avec la mascarade du dialogue social» (2). Pas question, bien entendu d'expliquer à ses lecteurs que le «dialogue social», c'est-à-dire la **collaboration de classes**, est la pratique constante et obligatoire des appareils syndicaux intégrés depuis des décennies dans le réseau des institutions édifié par la bourgeoisie pour maintenir la paix sociale; pas question de montrer qu'on ne peut attendre autre chose de ces appareils, qu'ils s'appellent CGT, CFDT ou autre, et que l'indispensable reprise de la lutte de classe se fera nécessairement **contre** eux (comme elle se fera contre les partis réformistes).

Cela ne signifie pas qu'il ne faut pas militer dans les syndicats, mais que ce militantisme, dont le but est l'**organisation classiste** des prolétaires, n'est possible qu'**à la base**, au contact des travailleurs du rang, et pas dans la hiérarchie; et il faut savoir (et s'y préparer) que si ce travail militant trouve un écho positif auprès des travailleurs, il suscitera les attaques de l'appareil toujours sou-

cieux de maintenir de bonnes relations avec le patronat.

### LE «FRONT SOCIAL»

Un peu différent de ces organisations semble être le «Front social»: il s'agit d'une coordination constituée par quelques sections syndicales, essentiellement CGT (comme la CGT Goodyear); il avait appelé à une «marche nationale sur l'Elysée» le 18 novembre dans la foulée de la journée d'action du 16, qui a rassemblé 2 à 3000 personnes selon les organisateurs. Cette initiative résume à elle seule ce qu'est ce front. Ses déclarations paraissent sympathiques: il critique l'éparpillement des luttes et appelle à les étendre: «*Le Front Social est le fruit de la rencontre de militant.es et d'organisations au cœur du mouvement contre la loi Travail. Ils ont mis en commun leur détermination à gagner son abrogation et leur désir de convergence des luttes. Ils ont décidé de poursuivre ensemble pour que le mouvement de grèves, de luttes et de résistances opère son unification*», affirme en préambule son Manifeste. C'est une réaction à la défaite de ce mouvement; mais si les auteurs de cette initiative ont tiré comme leçon de l'échec, la nécessité d'une lutte d'ensemble, ils ne veulent pas comprendre pourquoi les grandes organisations syndicales refusent cette lutte d'ensemble et émettent au contraire systématiquement les luttes; ils les appellent donc à organiser la lutte générale et affirment vouloir les «aider» à le faire (3).

Partageant leurs convictions réformistes sur la possibilité d'un capitalisme social, ils ne remettent pas en question la nature collaborationniste de ces appareils: ils ne peuvent donc envisager de rompre avec leurs orientations fondamentalement anti-prolétariennes, et se placer sur des positions de classe. Ils en sont réduits par conséquent à jouer les mouches du coche du collaborationnisme politique et syndical (4), en se lançant dans une

surenchère creuse...

L'union avec les saboteurs ne pourra jamais conduire les prolétaires à la victoire. Seul le retour aux moyens et aux méthodes de la lutte de classe le pourra. Mais pour ce faire il faut rejeter les illusions réformistes, légales véhiculées par les tenants politiques ou syndicaux du pacifisme social, et s'organiser indépendamment de leurs orientations; c'est la condition pour pouvoir arracher la masse des travailleurs à leur influence paralysante et leur permettre de prendre en mains leurs luttes.

Ce n'est peut-être pas une voie facile mais il n'y en a pas d'autre.

(1) Cf. Le Monde.fr, 24/10/2017. Etaient présents à cette réunion, outre la CFDT, CGT, CGE, CFTC, FSU, FO, Solidaires, UNSA et les syndicats étudiants et lycéens FAGE, UNEF, FIDL et UNL. Appelés à la «journée d'action», la CGT, FO, Solidaires, l'UNEF, la FIDL et l'UNL (la FSU s'y associera une semaine plus tard), tandis que la CFDT, l'UNSA, la CFTC et la FAGE déclaraient dans un communiqué commun qu'il y avait des aspects positifs dans les ordonnances et qu'ils espéraient que «*les futures réformes [les futures attaques en fait] de l'assurance chômage et de la formation professionnelle*» permettraient de «*rééquilibrer*» ce qui avait été accordé aux entreprises. Plus conciliant, tu meurs!

(2) L'Anticapitaliste n°402 (26/10/2017).

(3) voir la «Lettre ouverte» du Front social «aux syndicats, formations politiques, associations, fronts de lutte», 14/9/17. Martinez, évidemment opposé à tout ce qui ressemble à une généralisation des luttes, a déclaré que pour le FS il est un «traître» (Europe 1.fr, 9/5/17). Pour nous ce n'est pas un traître, mais un larbin loyal à son maître bourgeois.

(4) Ils ont essayé aussi de convaincre «La France insoumise» de Mélenchon.

## Face à l'indépendantisme catalan et au nationalisme espagnol, une seule réponse prolétarienne: L'ennemi est chez nous! C'est notre propre bourgeoisie!

(Suite de la page 1)

ments de Catalogne (1), ces affrontements trouvent leur origine dans la rivalité économique chaque jour plus aiguë entre différents groupes bourgeois. D'un côté les bourgeois regroupés sous le drapeau de l'indépendantisme catalan avec leurs différentes organisations politiques et sociales: le *Cercle de Empresarís* (Cercle des Entrepreneurs), des secteurs du *Foment del Treball*, groupes de petits industriels durement frappés par la crise, liés aux grandes exploitations touristiques, des organisations patronales agricoles comme la *Unió de Pageses* (Union paysanne), etc. De l'autre côté la quasi-totalité de la bourgeoisie nationale espagnole dont le rayon d'action est précisément national et international (parmi laquelle se trouvent de nombreux bourgeois catalans liés au capital financier à projection européenne et américaine) et tout particulièrement celle qui a en Espagne et en Catalogne, principale région économique du pays, son foyer de profits grâce auquel elle se lance à l'assaut du marché international. Ce n'est que dans la dernière période que cette fraction de la bourgeoisie catalane a manifesté un soutien sans équivoque au gouvernement central à travers des organisations-écrans comme la *Sociedad Civil Catalan* et des groupes d'extrême droite. A ces deux acteurs principaux s'ajoutent des acteurs secondaires comme les petites bourgeoisies locales liées à la structure autonomiste de l'Etat, intéressées au maintien d'un système de cohé-

sion dans un cadre national qui leur assure la redistribution de rentes permettant leur existence parasitaire.

C'est sur ce fond de guerre économique et commerciale que se placent les divers acteurs politiques, et ce n'est qu'en partant de là qu'il est possible de comprendre leurs comportements, une fois que l'on a écarté les stupides mots d'ordre patriotiques, civiques et démocratiques: pourquoi le Parti Socialiste Andalou défend-il ainsi l'unité du pays alors que le Parti Socialiste catalan est partisan d'un Etat confédéral? Il faut chercher la réponse dans le fait que le PSOE Andalou gère les rentes provenant par voie fiscale en partie de Catalogne, alors que le PS catalan est lié à une bourgeoisie locale qui voit fondre les ressources sur lesquelles elle peut mettre la main à cause des «exactions» fiscales de l'Etat central, et non pas dans une identité nationale hispano-andalouse d'un côté et dans un tournant nationaliste d'un parti socialiste traditionnellement anti régionaliste de l'autre.

Depuis les négociations sur le Pacte fiscal entre le gouvernement central et la *Generalitat* (gouvernement autonome) de Catalogne, véritable point de départ dans cet affrontement, jusqu'à la perte progressive de la suprématie économique de la Catalogne devant le dynamisme de ses concurrents d'autres régions d'Espagne, la guerre commerciale, économique et politique a été le pain quotidien des bourgeois d'un côté ou de l'autre de l'Ebre – impliquant y compris ces grandes entreprises

que sont les grands clubs de foot qui mobilisent à la fois de grandes quantités de capitaux et de gigantesques contingents de prolétaires enivrés chaque dimanche par cet opium quasi religieux.

Mais celui qui s'attendrait à trouver une bourgeoisie catalane et une bourgeoisie espagnole nettement délimitées, rangée chacune derrière son drapeau (ayant d'ailleurs les mêmes couleurs, ce qui devrait faire réfléchir les défenseurs imbéciles des deux côtés du caractère sacré de celles-ci) et les armes prêtes contre l'ennemi, se tromperait complètement. La bourgeoisie est une classe parasitaire: parasitaire du travail prolétarien dont elle extrait la plus-value et parasitaire du capital dans lequel se transforme cette plus-value. Elle est le reflet politique et social de la circulation des marchandises et des capitaux: une classe nationale qui naît d'un réseau qui est international par définition.

La lutte politique entre différents groupes bourgeois n'a pas son origine dans deux capitales, dans deux bourgeoisies nationales bien définies, mais dans la pression que ces fractions exercent à travers leurs différentes armes juridiques, légales, policières, militaires, pour s'approprier une quantité plus importante du bénéfice engendré en termes sociaux et non nationaux ou locaux. Le bourgeois de Zaragoza a une relation intime avec celui de Reus, ils font partie de la même structure réticulaire; mais tous deux cherchent à s'approprier une part plus grande de cette plus-value au détriment de leur collègue-adversaire. C'est pourquoi parler de bourgeoisie catalane ou espagnole est une formule synthétique qui permet de résumer la nature de l'affrontement, mais qui laisse de côté une bonne partie de l'explication nécessaire.

De fait ce sont les courants petits bourgeois qui avaient revêtu l'habit socialiste, qui ont individualisé la bourgeoisie et le capital en leur mettant redingote et chapeau, nom et prénom: les *trois cents familles catalanes* ou les *maîtres de la Bourse* sont des appellations qui contiennent en elles-mêmes la néga-

tion du capitalisme comme fait social et non individuel, comme ensemble de relations économiques et pas seulement juridiques.

Car face à des grandes sociétés financières corrompues et perverses, ces adeptes du capitalisme à visage humain veulent imposer la vision idyllique du petit commerçant, de l'industriel «humain», du petit paysan cultivant son lopin de terre. Ils aspirent à un capitalisme local et familial, oubliant que c'est celui-ci qui a donné naissance au capital financier, à l'impérialisme, à l'expansion du capitalisme aux quatre coins du monde.

### MYSTIFICATION DÉMOCRATIQUE

Bien sûr la lutte autour de la question catalane ne s'est pas présentée comme une lutte entre deux bourgeoisies, et défendre cette analyse, si évidente soit-elle, c'est déjà sembler être à l'extrême du radicalisme social. Tout le «problème catalan» a été présenté comme une lutte entre deux «légitimités démocratiques», entre deux types de rapport citoyen à l'Etat, entre deux légalités. Les indépendantistes affirmaient que puisque l'Espagne ne veut pas admettre jusqu'au bout les particularités de la Catalogne, le peuple catalan doit décider par le référendum s'il eut devenir indépendant; de l'autre côté l'Etat espagnol avec tout son réseau institutionnel et médiatique répondait que le «droit de décider» relevait de toute la population espagnole et non d'une partie d'entre elle. La mystification démocratique était utilisée des deux côtés pour camoufler les causes réelles de l'affrontement.

La référence à la démocratie a entraîné immédiatement le positionnement de tous les courants politiques du côté de l'une ou l'autre des deux factions. Elle a rempli parfaitement son rôle de thème rassembleur, qui catalyse toutes les positions autour des factions bourgeoises en lice. Du point de vue de l'évolution de la situation politique

## Catalogne ...

espagnole, elle a signifié la fin de tous les courants qui depuis l'apparition du mouvement des Indignés avaient voulu représenter une perspective de changement social (contre la « caste », contre l'Union Européenne, etc.). Ils ont tous défendu la démocratie revendiquée par l'une ou l'autre des factions – en général du côté catalan – comme quelque chose qui obligeait à se situer derrière le groupe bourgeois en question. Ainsi Podemos et avec lui toutes les organisations de la gauche politique et syndicale se sont mis à défendre la bourgeoisie catalane et son référendum « démocratique » – en commun avec les groupes patronaux, culturels et sociaux nationalistes; c'est-à-dire pas seulement la perspective du vote, mais celle de la constitution d'un nouvel Etat, avec sa police, ses institutions, sa législation tel qu'il était demandé par ces groupes de pression. C'est ainsi que nous avons vu la maire de Barcelone, Ada Colau publiquement donner l'accolade au chef de la Generalitat dont elle avait affirmé combattre les mesures économiques lors de sa campagne électorale, ou les soi-disant anti-capitalistes de la CUP (Candidature d'Unité Populaire) défendre les Mossos (flics catalans) et les épiciers de Catalogne. Chacun sait que sus les ordres du commandant Puigdemont, les Mossos ne répriment ni ne torturent plus et que les patrons n'exploitent plus... La démocratie a fait tomber le voile de ces « anticapitalistes »: pour eux elle signifie donner la main à leurs supposés ennemis bourgeois...

### QUELLE NATION? QUELLE INDÉPENDANCE?

La Catalogne a été la pièce centrale du puzzle espagnol depuis que le développement du capitalisme a pratiquement liquidé les rapports féodaux antérieurs. Dès le début c'est la Catalogne qui a connu la plus grande concentration industrielle, le réseau d'entreprises le plus étendu, les investissements en capitaux les plus nombreux et par conséquent le plus grand nombre de prolétaires. En dépit des mythes nationalistes d'une Catalogne féodale où les libertés citoyennes auraient accompagné la prospérité commerciale, il n'y a aucun doute que la Catalogne a été durant au moins un siècle le centre du capitalisme en Espagne. Mais cette prépondérance se heurtait à l'hostilité de la grande propriété foncière oligarchique qui tenait entre ses mains l'Etat central, tout au long du vingtième siècle – le siècle précisément du développement capitaliste en grand. Cet Etat central modelé autour de la noblesse agraire qui maintenait sa position sociale grâce à l'alliance avec la bourgeoisie commerciale et bancaire, eut une relation conflictuelle avec la bourgeoisie industrielle catalane.

D'un côté les besoins de la modernisation que cette dernière entendait imposer à tout le pays, tant sur le plan de réformes politiques et juridiques que sur celui strictement économique, se heurtait au conservatisme inné d'une classe sociale qui se maintenait en cédant petit à petit devant les forces révolutionnaires du développement bourgeois. Si l'Espagne est un pays pleinement capitaliste depuis la moitié du dix-neuvième siècle, avec la défaite des factions carlistes féodales, et si l'Etat devint irrésistiblement un Etat bourgeois aussi bien du point de vue de son contenu historique que de son développement formel, les luttes entre factions bourgeoises furent extrêmement intenses, au point d'exclure systématiquement la bourgeoisie catalane de l'exercice du pouvoir pendant de nombreuses décennies.

D'un autre côté il existait une communauté d'intérêts entre l'oligarchie foncière et la bourgeoisie catalane en matière de législation économique (mesures protectionnistes pour protéger la production industrielle catalane et les prix des céréales) et de politique extérieure (maintien à tout prix des dernières colonies, en particulier de Cuba dont était tiré une bonne partie de la rente nationale et qui était un marché pour les produits catalans). C'est là en réalité non seulement

l'origine du « problème catalan » moderne, mais l'origine du nationalisme catalan. Non pas une exigence d'indépendance par rapport à l'Espagne, mais la revendication d'être pleinement reconnu dans l'Etat espagnol et, dans la mesure du possible de le contrôler; non pas un affrontement ouvert, mais une tension continue reposant sur les revendications « catalanes » qui en fin de compte doivent être tôt ou tard reconnues par l'Etat, et la crainte de la fraction au pouvoir que ces revendications remettent en cause sa position dominante.

La bourgeoisie ne cesse jamais de lutter. Elle lutte d'abord contre les classes féodales qu'il lui faut renverser. Elle lutte ensuite contre les autres bourgeoisies pour obtenir des avantages économiques, des taux de profit plus élevés, des parts de marché plus grandes, à travers des affrontements parfois larvés, parfois ouverts. Et elle lutte, toujours, contre la classe prolétarienne qu'elle exploite quotidiennement et qu'elle frappe continuellement pour l'empêcher d'entrer en lutte en défense de ses intérêts de classe.

Il ne faut donc pas s'étonner que la bourgeoisie espagnole ait mené une lutte intestine pendant des décennies: la lutte entre ses différentes factions pour le contrôle du pouvoir d'Etat a été une constante de l'histoire de l'Espagne. Cette lutte n'a mis en aucun cas en jeu la nature de classe de l'Etat bourgeois ni le champ de son pouvoir; la lutte entre bourgeois industriels catalans et propriétaires fonciers castillans n'était pas une lutte entre partisans d'un Etat bourgeois moderne et défenseur d'un Etat féodal, ni n'a mis en question la domination de l'Etat sur tout le territoire espagnol.

Mais il y a une chose que la bourgeoisie craint davantage que la guerre que lui livre ses concurrents: elle craint le prolétariat. Le développement du capitalisme créa un prolétariat industriel et agricole au moment même où la bourgeoisie catalane obtenait les honneurs de l'accès à l'Etat avec la reconnaissance d'une certaine autonomie au début du vingtième siècle. La principale organisation de classe du prolétariat espagnol, la CNT (Confédération Nationale du Travail) naquit justement en Catalogne; et son appellation initiale, *Solidaridad Obrera* (Solidarité Ouvrière), était une déclaration d'opposition à l'organisation des bourgeois catalans, *Solidaritat Catalana* (Solidarité Catalane): le prolétariat se développa comme classe en Espagne en combattant non seulement la bourgeoisie en général, mais aussi la bourgeoisie catalane en particulier.

Les années de la fin de la première guerre mondiale et de l'après-guerre furent marquées par de dures luttes ouvrières et des affrontements armés avec les hommes de main de la bourgeoisie. La situation en arriva à un tel degré de tension, la menace sur l'ordre établi à une telle ampleur que c'est précisément la bourgeoisie catalane qui liquida le régime en vigueur et intronisa la dictature de Primo de Riveira. La dictature supprima aussi l'organisation autonome de la Catalogne, mais c'était pour les bourgeois catalans un faible prix à payer en contrepartie du rétablissement de l'ordre et de la défense de la boutique et de l'entreprise: la bourgeoisie catalane et ses courants nationalistes se jetèrent derrière l'« unité nationale » pour se protéger de l'ennemi de classe prolétarien.

Ce fut là le comportement régulier de la bourgeoisie catalane et tout au long des décennies qui suivirent, elle n'hésita jamais à renoncer à son discours régionaliste pour défendre l'ordre capitaliste qui a sa base historique dans la nation espagnole et son bras armé dans l'Etat central.

Reste bien sûr le problème des classes moyennes, de la petite bourgeoisie, toujours exclue par principe de l'Etat, frappée par la concurrence capitaliste, par l'apparition de grands monopoles privés et d'Etat, comme par la lutte du prolétariat. C'est cette petite bourgeoisie où s'agglutinent toutes les fantaisies réactionnaires et se retrouvent les comportements sociaux les plus répugnants, qui a fait du nationalisme et de l'indépendantisme son credo. Mais de par sa position sociale marginale dans le mode de produc-

tion capitaliste elle ne possède en tant que classe aucune force réelle, et elle n'a jamais pu devenir autre chose qu'une masse de manoeuvre dans la lutte intestine de la bourgeoisie. Et lorsque celle-ci a signé une paix temporaire pour affronter le prolétariat, elle n'a jamais hésité à sacrifier la petite bourgeoisie et ses illusions. Aujourd'hui dans un affrontement qui tient en partie de la fiction entre fractions bourgeoises de Catalogne et du reste de l'Espagne, cette couche avec ses craintes et ses égoïsmes est mobilisée des deux côtés pour soutenir telle ou telle partie de la bourgeoisie; et nous voyons les indépendantistes d'« extrême gauche », le parti des épiciers, la CUP et ses satellites, occupés à servir de chiens de garde de la propriété de ses maîtres.

Le « problème catalan » reflète les tensions dont souffre la classe bourgeoise espagnole. La crise capitaliste a accru la concurrence entre les différents groupes bourgeois pour se répartir des bénéfices qui ont diminué fortement. Cet accroissement de la concurrence d'où découlent tous les affrontements politiques a ébranlé le cadre légal qui depuis 1978 reconnaissait les droits dont jouissait chacun de ces groupes. Telle est la réalité de la renaissance nationaliste depuis 2012: une bourgeoisie et une petite bourgeoisie catalanes qui ont vu baisser leurs profits et qui ont voulu forcer une renégociation des termes du partage en agitant le spectre du nationalisme. Elles ont pu ainsi présenter un front commun face aux autres fractions bourgeoises représentées par l'Etat, et lier diverses couches sociales à ce programme de lutte en réussissant à canaliser les tensions suscitées par la crise capitaliste vers la défense de la supposée nation catalane.

Mais le fait que l'affrontement n'ait pas le caractère que lui donne l'Etat central ou la Generalitat, que ne sont pas en jeu les valeurs universelles de la liberté et la démocratie, mais d'autres beaucoup plus terre à terre comme profits et bénéfices, ne signifie pas que la tension des dernières années n'est pas réelle. Si l'idée que la nation représente l'intérêt commun à toutes les classes sociales est un mythe mis à nu par le marxisme, la conception d'un capitalisme stable et pacifique sur le terrain économique comme sur le

terrain politique, est tout aussi mythique.

La situation actuelle ne fait que confirmer les positions et prévisions marxistes qui affirment qu'un accroissement continu des conflits politiques va découler de la crise capitaliste. Ces conflits ne font que commencer et ils entraîneront de nouvelles configurations des affrontements inter-impérialistes comme des affrontements locaux. La classe prolétarienne devra en tirer les leçons sur la vraie nature du système capitaliste comme de toute la mythologie démocratique et « sociale », pour ne pas succomber aux chants de sirène du nationalisme et de la démocratie, pour ne pas se laisser duper par leurs promesses idylliques d'une situation sans conflits sociaux, économiques, politiques et militaires.

Les prolétaires catalans, andalous, basque, et de toute autre région d'Espagne n'ont rien en commun avec « leur » propre bourgeoisie, comme ils n'ont rien en commun avec leurs patrons: tout bourgeois et toute faction bourgeoise sont des ennemis de classe; ils luttent entre eux pour s'arracher des parts de marché, de ressources naturelles ou financières, mais ils restent toujours les exploités et les oppresseurs du prolétariat, toujours prêts à s'unir contre lui dès qu'il résiste à l'exploitation.

Toutes les illusions démocratiques, tous les idéaux nationalistes ou autonomistes brandis par une bourgeoisie en imitation de l'antique lutte contre le féodalisme, ne servent qu'à enchaîner le prolétariat au char de la bourgeoisie, à lui faire défendre ses intérêts avant demain de le transformer en chair à canon en cas de guerre.

Les prolétaires doivent défendre leurs propres intérêts car aucune autre classe ne le fera à leur place, ni la bourgeoisie ni la petite bourgeoisie; ils ne peuvent compter que sur leurs frères de classe de toute entreprise, de toute ville, de région de tout pays car ils ont tous un terrain commun pour s'unir et renforcer cette union de classe: lutter contre la division entre prolétaires nourrie, organisée et imposée par la classe bourgeoise dominante.

(1) Voir ces prises de position sur le site du parti, [www.pcint.org](http://www.pcint.org)

## Aux États-Unis, les prolétaires immigrés dans la ligne de mire

Depuis qu'il s'est lancé dans le cirque politique bourgeois, le sinistre clown réactionnaire Trump a manifesté sa haine contre les immigrés. Lors de sa campagne présidentielle, il accusait les Mexicains d'être pêle-mêle des voleurs, des violeurs et des narcotrafiquants, et il crachait sa haine contre les « musulmans » (notion vague qui regroupe tous ceux originaires d'un vaste espace allant du Maroc à l'Indonésie) stigmatisés comme terroristes. A ces déclarations incendiaires, s'ajoutait la promesse de construire un mur sur la frontière mexicaine pour interdire toute immigration (mur en fait déjà commencé par ces prédécesseurs).

### TRUMP: UN FLOT DE MESURES ANTI-IMMIGRÉS

Un de ses premiers actes politiques a été l'interdiction d'accéder au territoire étasunien pour les ressortissants de certains pays du Moyen-Orient. Malgré d'énormes manifestations autour des aéroports et des décisions de justice contre son action jugée discriminatoire, Trump a réitéré son interdiction à la fin du mois de septembre. Plus tôt ce même mois, il avait décrété la fin du programme DACA qui protégeait 800 000 jeunes immigrants, les « Rêveurs » arrivés aux États-Unis avant leur majorité. Début octobre, la Maison Blanche a envoyé au Congrès un document exposant 39 mesures visant à intensifier la répression des immigrés à l'intérieur des États-Unis, y compris l'embauche

de 15 000 agents de la police des frontières et de l'ICE. En novembre, le statut protégeant les 60 000 Haïtiens réfugiés aux États-Unis après le séisme de 2010, a été suspendu.

Cette politique anti-immigrés d'expulsion massive est un héritage d'Obama, amplifié par Trump. Obama le « grand expulsé » a expulsé 8 millions d'immigrés, plus que tout autre président avant lui; Trump cible aujourd'hui les 15 millions d'immigrés illégaux.

Cette politique d'expulsion se double d'un internement massif des prolétaires immigrés. Les tribunaux sont congestionnés – faute de moyens – et 600 000 dossiers sont en attente. L'augmentation des arrestations se traduit donc par la détention massive de sans-papiers dans des centres de détention souvent gérés par des intérêts privés. Le gouvernement prévoit donc une augmentation importante des centres d'internement anti-immigrés.

### TERREUR POLICIÈRE CONTRE LES SANS-PAPIERS

La police de l'immigration (ICE) mène des raids pour terroriser les immigrés. Au cours des sept premiers mois de l'administration Trump, les flics ont arrêté près de 100 000 prolétaires sans-papiers, une hausse de 43% par rapport à la même période l'année dernière. Le chef de l'ICE a déclaré que l'agence

( Suite en page 4 )

## Aux États-Unis, les prolétaires immigrés dans la ligne de mire

(Suite de la page 3)

prévoyait d'augmenter de 400 à 500% le nombre de contrôles dans les usines et les restaurants, et qu'elle continuerait à procéder à des arrestations dans les tribunaux et les écoles.

Les prolétaires immigrés vivent aujourd'hui sous un régime policier de surveillance et de terreur. La multiplication des situations ignobles fait frémir: une femme de 26 ans atteinte d'une tumeur au cerveau a été arrachée de son lit d'hôpital au Texas et placée en détention; un employé de restaurant de Los Angeles arrêté et menotté après avoir déposé sa fille à l'école; une transgenre arrêtée à El Paso après avoir cherché à se protéger contre des violences domestiques, une fillette de 10 ans a été arrêtée dans l'ambulance qui la conduisait à l'hôpital de Corpus Christi avant d'être détenue à sa sortie...

Face à ces menaces, des familles immigrées se terrent chez elles, craignant de répondre quand tinte la sonnette, craignant de sortir pour aller faire les courses ou conduire les enfants à l'école, craignant d'utiliser les réseaux sociaux.

Cette violence légale nourrit inévitablement une violence extra-légale – comme au temps des lynchages. Par exemple, un médecin militaire a tiré sur deux immigrés originaires d'Inde au cri de «Quittez mon pays», un homme masqué a abattu un Sikh devant sa maison. Les Juifs américains deviennent aussi des cibles avec des alertes à la bombe qui ont touché une centaine de centres communautaires et des destructions de sépultures juives dans tout le pays. Quant aux noirs, le meurtre d'un des leurs par la police défraie régulièrement la chronique.

La poussée des groupes racistes d'extrême droite s'est manifestée dans le sang lors d'un rassemblement unitaire de ces groupes qui s'est tenu à Charlottesville le 11 août dernier sous des slogans antisémites, anti-noirs, etc.: une contre-manifestante a été tuée par la voiture de l'un des participants qui avait délibérément foncé dans la foule. La réaction de Trump a été bien différente de ses déchaînements habituels contre les étrangers et les musulmans; il s'est déclaré contre la violence d'où qu'elle vienne, affirmant qu'il y avait des gens biens des deux côtés. Ses déclarations ont provoqué l'indignation des démocrates; mais le recours à l'utilisation des mouvements d'extrême-droite en cas de besoin, en

cas de menace contre l'ordre bourgeois, fait partie de l'arsenal de tout gouvernement bourgeois., de même que la division entre prolétaires nationaux et étrangers, légaux ou sans-papiers.

Le capitalisme américain a besoin de la main d'oeuvre à bas coût que constituent les sans-papiers (c'est ce qui explique la réaction de certains patrons ou politiciens conservateurs en faveur des immigrés), et la rhétorique anti-étrangers vise à moins à expulser tous les sans-papiers qu'à les faire vivre sous la menace permanente de la police, les rendant ainsi plus malléables et plus soumis aux exigences patronales.

### COMMENT THE SPARK «DÉFEND» LES IMMIGRÉS

Face à cette véritable terreur anti-immigrés et anti-minorités ethniques, une grande partie de l'«extrême» gauche étasunienne a placé ses espoirs dans le Parti Démocrate ou la bureaucratie syndicale de l'AFL-CIO.

Mais dans ce marais centriste, le groupe «The Spark», lié à Lutte Ouvrière, prétend occuper une place à part par son orthodoxie affichée. Le groupe Spark entretient des «relations fraternelles» avec l'Union communiste internationaliste (UCI), le regroupement international dominé par LO et qui dispose de sections en Europe de l'Ouest, en Turquie, à Haïti, en Côte d'Ivoire et en Guadeloupe-Martinique.

Lutte Ouvrière a reproduit dans sa revue «théorique» un article sur l'immigration de The Spark (1).

L'article dénonce l'exploitation des onze millions de «sans-papiers», les politiques des présidences successives, la démagogie anti-immigrés des politiciens et le chauvinisme des syndicats américains.

De ce constat, Spark tire des conclusions anti-prolétariennes masquées sous l'appellation d'une «politique de lutte».

Spark n'offre en effet qu'une perspective platement réformiste. L'objectif donné aux prolétaires étasuniens est d'«arracher tout ce dont les travailleurs ont besoin des emplois et des salaires décentes, de bonnes conditions de travail, des écoles dignes de ce nom et des soins médicaux». Non seulement c'est un programme réformiste qui nie que les prolétaires doivent arracher le pouvoir à la bourgeoisie pour instaurer leur dictature. Mais tout cela est fort vague et est intégralement

compatible avec le capitalisme.

L'article ne donne d'autre perspective aux prolétaires immigrés que d'attendre que «les travailleurs américains se [rendent] compte que les travailleurs immigrés sont un atout» lorsqu'ils auront engagé la lutte.

Spark ne souffle mot sur le contrôle de l'immigration. Ce contrôle est la source directe de toutes les restrictions mises à la liberté de circulation des travailleurs, du statut spécial de l'immigration, de toutes les mesures discriminatoires et répressives en matière d'entrée, de séjour, de travail, de logement, etc. La lutte contre celui-ci est indissolublement liée au combat pour l'égalité totale des droits – sociaux, syndicaux, politiques – entre travailleurs.

La revendication de la suppression du contrôle et des discriminations envers les travailleurs immigrés répond à un besoin réel de la classe ouvrière, mais elle est liée au programme de son émancipation. La lutte contre l'oppression particulière frappant les travailleurs immigrés doit avoir pour principal résultat, comme toute la lutte de défense des conditions de vie et de travail, l'union grandissante des travailleurs.

Dans la stratégie internationale de la révolution prolétarienne, les masses ouvrières immigrées constituent un trait d'union vivant entre le prolétariat des pays impérialistes et les masses prolétariennes des pays périphériques. Dans les pays impérialistes, la révolution de classe sera l'œuvre conjointe des prolétaires nationaux et immigrés. Dans les pays opprimés, le prolétariat immigré devra apporter non seulement une expérience de lutte, mais aussi une vision internationale des problèmes de sa classe et de son combat contre le capitalisme, acquise précisément là où celui-ci a poussé jusqu'à ses ultimes conséquences les formes et les méthodes du pouvoir bourgeois.

Spark n'avance pas de revendications pour améliorer dans l'immédiat les conditions de vie des prolétaires sans papiers. Pas un mot sur le renouvellement automatique des *green cards*, (carte de séjour), la régularisation de tous les sans-papiers, l'arrêt des refoulements et expulsions, le retour des expulsés, la libération des sans-papiers arrêtés, l'accueil des réfugiés, l'égalité des droits pour tous les travailleurs... Aucune revendication contre l'exploitation bestiale et négrière infligée par les capitalistes aux travailleurs immigrés, même pas le moindre appel à la solidarité!

Motus et bouche cousue également sur la nécessaire organisation indépendante et sur des bases de classe des prolétaires. Aux États-Unis comme ailleurs, les prolétaires sans-papiers doivent se préparer à une lutte prolongée en tissant des liens entre eux et avec les autres prolétaires prêts à se solida-

riser avec leur combat, sans se laisser égarer par les illusions et les traquenards des valets réformistes de la bourgeoisie. Cela suppose de chercher dès aujourd'hui à rassembler les prolétaires à la base, en prenant appui sur les luttes existantes et sur les formes embryonnaires de solidarité entre travailleurs étasuniens et immigrés.

Le travail difficile et patient pour tisser des liens entre groupes de travailleurs combattifs et la solidarité active dans la lutte est la seule voie pour briser le mur de l'isolement dont souffrent avant tout les travailleurs immigrés, mur savamment entretenu par le collaborationnisme qui partout isole toutes les luttes afin de mieux préserver la paix sociale. C'est ainsi que les communistes doivent construire le front de lutte prolétarien qui devra un jour s'opposer au front uni de la bourgeoisie et de ses laquais.

Spark, comme ses mentors de Lutte Ouvrière en France, abandonne tout ce qui pourrait heurter les préjugés chauvins qui existent dans certaines couches, en général les mieux traitées, du prolétariat. Ce genre de capitulations place de façon irréversible Spark, Lutte Ouvrière et l'UCI dans le camp du réformisme, c'est-à-dire dans le camp de la bourgeoisie. Et ce ne sont pas les déclarations ronflantes pour se présenter comme les héritiers de l'Octobre prolétarien qui y changeront quelque chose.

Il est du devoir des communistes de dénoncer la politique raciste des gouvernements étasuniens successifs, mais ils doivent également tracer une perspective classiste pour faire comprendre aux prolétaires autochtones ou immigrés «en règle» que le sort des sans-papiers les concerne au premier chef et que le soutien à leurs luttes est une absolue nécessité, parce qu'abandonner une partie des prolétaires à la domination totale des capitalistes, signifie affaiblir toute la classe.

### Solidarité prolétarienne avec les prolétaires immigrés!

**Régularisation immédiate et sans condition de tous les sans-papiers !**

**Arrêt des expulsions et des refoulements! Retour des expulsés! Fermeture des centres de détention !**

**Abrogation de toutes les entraves à la circulation des prolétaires! Non au contrôle de l'immigration!**

**Reprise de la lutte prolétarienne anticapitaliste! Unité dans la lutte et l'organisation classiste des prolétaires immigrés et nationaux, avec ou sans-papiers !**

(1) «États-Unis: les immigrés sans papiers, attaqués par l'administration Trump», *Lutte de classe*, novembre 2017)

### Programme communiste

Revue théorique  
du parti communiste international

No 104 (Mars 2017)

- Le Moyen-Orient et l'impérialisme (1)
- Les causes historiques du séparatisme arabe
- Russie et révolution dans la théorie marxiste. Première partie. Révolution européenne et aire «Grand-slave» (1)
- Histoire de la Gauche communiste:
  - La question du Front Unique (3)
  - Rapport du Comité Exécutif du Parti Communiste d'Italie sur la tactique du parti et la question du Front Unique
- Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (4)
- Manifeste de la Fraction Italienne de la Gauche Communiste (Extraits du Manifeste la Fraction après son Congrès de 1935)
- À bas toutes les patries: la fasciste, la démocratique, la soviétique! Vive la lutte du prolétariat mondial pour la révolution dans tous les pays! (Manifeste de la Fraction pour le premier mai 1935. Extraits)

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA + Cdn  
US \$ 4 / Amérique Latine US \$ 1,5 / Algérie  
100 DA Maroc 20 MAD

Notre site Internet :  
www.pcint.org  
Adresse e-mail :  
leproletaire@pcint.org

## Haïti: les prolétaires du textile affrontent les patrons, l'État et leurs sbires

Haïti occupe la moitié d'une île des Caraïbes qui sort de l'anonymat médiatique lorsqu'une catastrophe «naturelle» – tremblement de terre ou ouragan – frappe durement ce petit pays qui fait partie des plus pauvres de la planète.

Sans surprise, le silence des journalistes est quasi-total quand les prolétaires se mobilisent et affrontent les patrons, l'État et leurs hommes de main.

C'est ce qui s'est passée en 2017, année marquée par une importante agitation ouvrière dans les usines haïtiennes, en particulier dans l'industrie textile qui emploie 40 000 travailleurs, majoritairement féminins, contre les salaires de misère.

### SALAIRES DE MISÈRE ET EXPLOITATION SAUVAGE

Les salaires dans les usines haïtiennes (5,5 dollars, un peu plus de 5 euros par jour) sont les plus bas du continent américain. Ce salaire quotidien correspond officiellement à celui d'une journée de travail de huit heures, mais en réalité, les ouvriers du textile sont payés à la tâche. Pour gagner ce salaire de misère, ils doivent travailler douze heures voir plus et ne sont rémunérés moins

de 50 cents à l'heure. De plus, les patrons ne respectent pas le salaire minimum et la majorité des ouvriers ont un salaire qui ne dépasse pas les deux-tiers du minimum légal. Les syndicats haïtiens exigent que le salaire minimum soit plus que doublé, pour atteindre 800 Gourdes soit environ 12,5 dollars par jour, ce qui, officiellement correspondrait à 1,57 \$ de l'heure. Quand on sait que selon un rapport du syndicat américain AFL-CIO (1), il faudrait qu'un salarié gagne 23 \$ par jour pour se nourrir lui et deux enfants, on voit que cette revendication n'a rien d'excessif!

De plus, ces salaires sont amputés par l'inflation qui touche le prix des transports et des besoins de base.

Ces salaires de misère se combinent avec un despotisme d'usine extrêmement féroce. Dans les zones industrielles, les prolétaires sont victimes de la toute-puissance patronale et le matraquage (au sens propre comme au sens figuré) de ses chefs-faillons qui insultent, humilient, maltraitent. Des ouvriers ont été licenciés sur le champ pour ne pas avoir courbé la tête en entrant dans leur usine, véritable baignoire capitaliste. De plus, les femmes prolétaires sont doublement victimes de ces ner-

vis qui les harcèlent sexuellement et parfois les violent.

### OCCUPATION ET PILLAGE IMPÉRIALISTE

Haïti est le cas caricatural d'un pays soumis à l'impérialisme: s'il est formellement indépendant, ce sont les puissances impérialistes – et en premier lieu les États-Unis – qui règnent en maîtres. C'est le cas dans le textile. La plupart des industriels sont haïtiens ou sud-coréens mais ils sont étroitement dépendants des «multinationales» américaines dont ils ne sont que des sous-traitants.

Les prolétaires haïtiens produisent pour les grandes marques américaines de sous-vêtements masculins ou féminins, de jeans, de vêtements de sport ou de travail... Les salaires de misère sont une aubaine pour les vautours étasuniens: les coûts salariaux pour fabriquer et emballer représentent deux cents sur le prix de vente d'une chemise.

Le gouvernement étasunien fait tout ce qu'il peut pour empêcher une augmentation des salaires qui générerait une augmentation des coûts de production. Un câble publié par Wikileaks en 2011 montrait

## Haïti ...

que l'administration américaine a manœuvré pour empêcher d'augmenter le salaire minimum à 5 \$ par jour.

Les impérialistes interviennent aussi directement contre les prolétaires avec leurs hommes de main – les troupes de la Mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH) (1) – qui renforcent la police haïtienne.

### LE RENOUVEAU DE LA COMBATIVITÉ OUVRIÈRE

Malgré ce contexte difficile – despotisme d'usine et occupation néocoloniale – les ouvriers haïtiens sont rentrés en lutte.

De mai à juillet 2016, la zone industrielle de Port-au-Prince a connu une mobilisation ouvrière contre les bas salaires, les conditions de travail esclavagistes et le racket organisé qu'est l'augmentation du coût de la vie. Ce mouvement s'est étendu à d'autres zones comme le Parc Sonapi, regroupant environ une cinquantaine d'entreprises. Face à la mobilisation, le double jeu des bourgeois a été total : le gouvernement a joué le « gentil » en octroyant une augmentation de salaire de 25 %, les patrons ont joué le « méchant » en refusant d'appliquer cette décision.

En mai 2017, cette contestation s'est confirmée et amplifiée. Les prolétaires se sont mis en grève dans le Parc Sonapi pour exiger un salaire de 800 gourdes soit un quasi-triplement. Ils ont marché en direction du symbole du pouvoir bourgeois qu'est le palais présidentiel, ont bloqué l'aéroport.

La grève s'est étendue dans d'autres usines, en particulier celles situées à l'Est, à la frontière avec la République Dominicaine.

### LA RÉPONSE BOURGEOISE : CALOMNIES, BALLE EN CAOUTCHOUC ET GAZ LACRYMOGÈNE

La réplique bourgeoise a été multiforme. Les patrons, regroupés dans l'Association des industries d'Haïti (AIDH), ont lancé une vague de calomnies accusant des « meneurs » de contraindre les ouvriers à quitter l'usine. A la calomnie s'est jointe la répression patronale: lock-out et révocation des grévistes.

Les flics, ont aussi lancé une grande vague répressive avec des matraquages, des tirs de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc. Lorsque les ouvriers sont retournés à leur poste de travail et ont devant celui-ci croisé les bras pour montrer leur refus de travailler, la police anti-émeute est intervenue et a commis des bastonnades en particulier contre des femmes grévistes. Beaucoup de grévistes ont été arrêtés et beaucoup ont fui face à la flicaille car ils craignaient sérieusement pour leur vie.

Cela n'a pas réussi à vaincre les ouvriers en lutte qui refusaient de lâcher.

### PATRONAT ET GOUVERNEMENT LÂCHENT DU LEST

Fin mai, les syndicats ont mobilisé massivement dans des manifestations et les patrons ont décidé – sous la contrainte – de lâcher du lest. Les patrons de l'AIDH ont accusé le gouvernement d'être responsable du refus d'augmenter le salaire de base. Le président a refilé la patate chaude à un organisme de collaboration de classe, Conseil Supérieur des Salaires (CSS), dont il désigne les membres. A canaille, canaille et demi!

Au final, le président a dû faire marche arrière et d'annoncer lui-même officiellement jeudi 27 juillet le relèvement du salaire minimum à 350 gourdes en ajoutant 15 gourdes à la proposition de 35 gourdes du CSS.

### UNE SOLUTION PROLÉTARIENNE POUR HAÏTI

Cette victoire est sans doute limitée, mais elle montre que le prolétariat haïtien a la capacité de faire céder les bourgeois. Cependant – et comme ailleurs – ce prolétariat a besoin de reconstituer son parti de classe.

Face à la préparation des nervis patro-

naux et des flics qui défendaient le pouvoir démocratique et la propriété bourgeoise, les masses prolétariennes ne pouvaient opposer ni préparation, ni organisation. Les prolétaires conscients devront en tirer une leçon brûlante. Les prolétaires ne peuvent en attendre que la répression la plus déchaînée lorsqu'ils essayent de résister à l'oppression et à l'exploitation, qui s'aggrave encore en période de crise. Les prolétaires ne peuvent pas se fier aux politiciens bourgeois et aux organes de l'Etat bourgeois ni aux forces politiques et syndicales réformistes, verbalement au service des travailleurs, mais en réalité toujours prêtes à collaborer avec la bourgeoisie.

De même que sur le plan de la lutte pour leurs intérêts économiques et sociaux immédiats, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur action directe et leur organisation indépendante de classe, de même il leur faudra organiser leur autodéfense de classe lors des affrontements sociaux avec les forces de répression bourgeoises.

Même si ce n'est pas une perspective immédiate, le sous-sol économique et social travaille dans la direction qu'indique le

marxisme: la révolution communiste. Pour s'y préparer le prolétariat n'a d'autre voie que le retour à la lutte de classe, à la lutte sans quartiers contre les forces de la conservation sociale, en répondant coup pour coup, par l'organisation à l'organisation, par la solidarité internationale à l'alliance entre les bourgeoisies, par la lutte violente à la violence bourgeoise.

Et les communistes révolutionnaires ont la tâche incontournable, s'ils ne veulent pas renoncer à la victoire dans la lutte des classes, de former le parti de classe indispensable à la défense des intérêts historiques du prolétariat, d'intervenir dans toutes les luttes pour les intérêts immédiats du prolétariat afin d'en faire «l'école de guerre du communisme» contre les capitalistes, nationaux ou étrangers et l'Etat bourgeois.

(1) Rapport sur le salaire minimum dans le secteur textile (mai 2014): <https://www.solidaritycenter.org/wp-content/uploads/2014/11/Haiti.Living-Wage-Study-FINAL-updated.3-11-15.pdf>

## Pollution pétrolière au Nigeria: Le capital pollue et tue. Seule la révolution prolétarienne mettra fin à ce système cupide et criminel

Depuis des décennies, le Nigeria est ravagé par l'exploitation du pétrole. Le delta du fleuve Niger, au Sud-Est du pays, est riche en ressources pétrolières. Celles-ci sont exploitées depuis le milieu des années 1950 par des multinationales européennes – Shell principalement mais également l'italienne ENI ou la française Total. L'Etat nigérian tire 70 % de ses revenus de l'or noir, même si ces derniers mois la production a sévèrement baissé en raison d'une guérilla – les Vengeurs du Delta – qui revendique une part plus importante de la rente pétrolière pour les régions d'extraction. Ce pétrole est un enjeu stratégique pour les impérialistes qui pillent cette richesse à leur profit. Les 606 champs pétrolifères du delta fournissent ainsi 40 % du total des importations américaines de brut.

Les gouvernements successifs ont tout misé sur l'exportation de pétrole. Non seulement cela a été la source d'une corruption à grande échelle mais également de l'effondrement du petit secteur industriel. Jusque dans les années 1960, l'activité économique du pays était dominée par des entreprises d'import-substitution, comme UAC (Unilever) qui produisait des biens alimentaires et ménagers, des machines, des équipements de bureaux, des moteurs de véhicule, etc. Depuis, le pays est devenu largement importateur y compris de carburants car le Nigeria dispose de peu de raffineries.

### LE DELTA DU NIGER RAVAGE

Le delta du Niger est peuplé par le peuple Ogoni, qui compte entre 500 000 et un million de personnes. Cette population tente péniblement de vivre des nombreuses ressources minières, piscicoles et agricoles, car elle est victime d'un gigantesque désastre écologique et humain causé par l'exploitation pétrolière. Fuites d'hydrocarbures et torchages (brûlages) des gaz de pétrole se sont dès l'origine produits fréquemment, puis multipliés au long des années. Les autorités nigérianes ont recensé officiellement plus de 7 000 marées noires entre 1970 et 2000. Et entre 2005 et 2015, plus de 6 000 fuites de pétrole.

Si l'on en croit deux grandes enquêtes réalisées il y a près de dix ans, les quantités déversées sont gigantesques. Selon un rapport de 2006 du World Wide Fund (WWF) Royaume-Uni, de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de la Nigerian Conservation Foundation, jusqu'à 1,5 million de tonnes de brut – soit cinquante fois la marée noire provoquée par le pétrolier Exxon Valdez en Alaska – s'étaient déver-

sées dans le delta en un demi-siècle. En 2009, Amnesty International a calculé que ces fuites ont représenté l'équivalent d'au moins 9 millions de barils, soit 10 % de la production mondiale actuelle.

Le pays Ogoni a donc connu des marées noires continues – certains observateurs parlent de 300 par an! – qui se sont répandues dans ces quelque 1 000 km<sup>2</sup> de territoires découpés de criques.

La quantité de pétrole qui s'échappe chaque année des terminaux, des oléoducs, des stations de pompage et des plates-formes pétrolières pollue les terres agricoles, les puits d'eau potable, les zones de pêche, les forêts... Le torchage du gaz dans l'atmosphère est si polluant que les palmiers jaunissent.

L'espérance de vie dans ses communautés rurales, dont la moitié n'a pas accès à l'eau potable, est tombée à 40 ans à peine depuis deux générations.

Une récente étude scientifique suisse a montré que l'exploitation du pétrole dans le delta est directement responsable de la mort, chaque année, de 16 000 nourrissons! Les scientifiques ont constaté que l'exposition des adultes aux fuites de pétrole jusqu'à cinq années avant la conception d'un enfant augmente considérablement le risque de voir le nouveau-né mourir durant ses vingt-huit premiers jours de vie. Et ce, au point de doubler le taux de mortalité néonatale pour le porter à 76 morts pour 1 000 naissances, voire davantage dans des zones de forte proximité avec la source de la fuite.

### RISQUES ET POLLUTION POUR LES MASSES DÉSHÉRITÉES, PROFIT POUR LES BOURGEOIS

Au-delà du pays Ogoni, tout le Nigeria souffre de la pollution et des risques liés aux hydrocarbures. Les informations sur les accidents sont très parcellaires mais ceux qui sont connus font froid dans le dos. Par exemple, en 2006, l'explosion d'un oléoduc a provoqué la mort de trois cents personnes à Lagos, la principale agglomération du pays et une des plus importantes du continent.

De plus, les grandes agglomérations sont touchées par la pollution atmosphérique malgré la production par le pays d'un pétrole brut relativement «propre». Ce pétrole de qualité est exporté vers les raffineries européennes, Rotterdam, Amsterdam ou Anvers; mais l'essence importée dans le pays est dite de «qualité africaine»: forte en soufre, benzène, plomb, composants très polluants, parce qu'elle provient de pétroles dits

(2) La mission de la Minustah avait comme mission la «stabilisation» du pays et le rétablissement de «l'Etat de droit», c'est-à-dire la stabilisation de l'ordre établi et la défense de l'Etat bourgeois, notamment par le renforcement de la police. Cela répondait aux besoins des impérialismes et de la bourgeoisie locale, non à ceux de la population et des prolétaires en particulier qui ont vu la police les réprimer! D'autre part il a été établi que l'épidémie de choléra qui a frappé le pays faisant plus de 9 000 morts et 600 000 malades a été causée par un contingent de soldats de l'ONU. Enfin les casques bleus, agissant comme de véritables troupes d'occupation, ont été responsables de nombres de crimes sexuels... Forts de plusieurs milliers d'hommes, les troupes de la Minustah étaient commandés par un général brésilien. Elle a été remplacée au mois d'octobre par la *Minujsth* avec des effectifs réduits mais conservant 7 des 11 unités de police de la Minustah. Parallèlement, l'ONU n'a rien prévu pour lutter contre le choléra dont elle est responsable: ce qui intéresse les impérialistes c'est le maintien de l'ordre pas la santé des populations!

«lourds», moins chers, et dont pour des raisons économiques le raffinage est «incomplet» (désulfurer par exemple coûte cher); les additifs comme le plomb y sont ajoutés pour compenser la mauvaise qualité du carburant obtenu. Résultat: le taux de plomb et autres métaux lourds présents régulièrement dans l'atmosphère des grandes villes sont 15 fois plus élevés que la norme américaine définissant un site pollué!

Bien entendu, les capitalistes tirent de gigantesques profits de cette situation. L'absence de respect de la moindre sécurité de la production ou l'importation de carburants de mauvaise qualité fait la joie des multinationales, Shell au premier rang.

### IMPASSE RÉFORMISTE ET PERSPECTIVE RÉALISTE

Le Comité pour une Internationale Ouvrière est à notre connaissance le ou un des seuls courants prétendument révolutionnaires présents au Nigeria par sa section, le *Democratic Socialist Movement* (le

( Suite en page 6 )

### « Il Comunista »

Nr.150 - Settembre 2017

Nell'interno

- Di nuovo America e Corea?
- Il Brasile tra crisi economica, rivalità politiche e lotta di classe
- Lo stupro del territorio in un'Italia idrogeologicamente e morfologicamente fragile ha fatto registrare altri disastri e altri morti.
- Nuove disponibilità nel sito di partito [www.pcint.org](http://www.pcint.org)
- Nello sforzo comune di difendere la teoria marxista e il patrimonio politico della Sinistra comunista, proseguiamo il lavoro di assimilazione teorica vitale per il partito. (Resoconto sommario della riunione generale di Milano del 17-18 dicembre 2016) (3)
- A cent'anni dalla prima guerra mondiale. (7)
- L'antimilitarismo rivoluzionario nel solco della continuità teorica e politica del marxismo
- Sul filo del tempo. Spazio contro cemento
- Un nuovo opuscolo di partito: «Marxismo e classi medie»
- «Troppi migranti... chiudere il Mediterraneo!»

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 8 €; 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 16 €; 50 CHF; £ 12

## Nigeria ...

(Suite de la page 5)

Mouvement Socialiste Démocrate). Le DSM s'est lancé dans la construction d'un «parti large» (c'est-à-dire sans ligne programmatique précise), le *Socialist Party of Nigeria* (SPN) qu'il cherche à faire reconnaître légalement pour pouvoir participer aux élections présidentielles de 2019.

Le SPN-DSM voit dans le pétrole une «richesse collective de l'ensemble du peuple nigérian» dont elle demande la gestion directe par l'État bourgeois mais dirigé par «gouvernement du peuple travailleur et pauvre basé sur un programme socialiste». On sent déjà le bon vieux programme social démocrate...

Cette «gestion pour le bien et le bénéfice de tout le peuple nigérian» permettrait de mettre en place «un plan rationnel pour créer des sources d'énergie alternatives et propres et restaurer l'environnement du delta du Niger» («Malabu Oil Block Fraude», [socialistnigeria.org](http://socialistnigeria.org), 29 mars 2017).

Derrière ce verbiage écolo-réformiste, se cache (très mal) un aplatissement complet devant le capitalisme et ses serviteurs. A aucun moment le SPN n'évoque l'affrontement avec les multinationales et les États impérialistes que provoquerait inévitablement la nationalisation du secteur pétrolier. A aucun moment le SPN ne parle d'une prise de pouvoir qui ne pourra se faire que par la force et la violence, à aucun moment il ne parle de révolution prolétarienne.

La classe ouvrière et les masses déshéritées ne peuvent rien attendre des hypocrites déclarations humanitaires des ONG ou

des illusions nationales-réformistes. Leur seule force, elles la trouveront dans leur combat de classe prolétarien contre la bourgeoisie, en union avec le prolétariat des autres pays. Cette perspective ne peut être immédiate; elle implique nécessairement avec la renaissance d'organisations classistes pour mener la lutte quotidienne de défense contre le capitalisme, la renaissance de l'organe dirigeant de cette lutte, le parti de classe, communiste et international, qui unifie la classe ouvrière par-delà les frontières d'ethnies et de nationalités et la mène jusqu'à l'affrontement final avec l'État bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat. C'est la seule perspective réaliste, au Nigéria et partout.

### LES COMMUNISTES ET LA DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT

Malgré les dires des écologistes bourgeois et petits-bourgeois (y compris ceux qui font des déclarations «révolutionnaires»), les marxistes se sont toujours faits les défenseurs de l'environnement face aux destructions inhérentes au mode de production capitaliste. Dans le *Capital*, Marx dénonçait les effets du capitalisme sur l'agriculture: «la production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du processus de production social qu'en ruinant en même temps les sources vives de toute richesse: la terre et le travailleur» (Livre I).

Ils se posaient également en défenseur de la «nature» face aux méfaits de la société bourgeoise: «Du point de vue d'une organisation économique supérieure de la société, le droit de propriété de certains individus sur des parties du globe paraît aussi absurde que le droit de propriété d'un individu sur

son prochain. Une société entière, une nation et même toutes les sociétés contemporaines réunies ne sont pas propriétaires de la terre. Elles n'en sont que les possesseurs, elles n'ont que la jouissance et doivent léguer aux générations futures après l'avoir améliorée en *boni patres familias* [bons pères de familles]» (Livre III)

Il y a un siècle, à la suite de l'Octobre prolétarien, une telle politique a été initiée dans la Russie des soviets qui devait – en pleine guerre civile – prendre des mesures d'urgence. Une loi de mai 1918 limitait l'exploitation des surfaces boisées pour préserver ce que l'on appellerait aujourd'hui la biodiversité. En mai 1919, une loi limitait les prélèvements de certains gibiers en limitant les saisons de chasse. D'autres lois protégeaient les ressources en poissons en limitant la surpêche. D'autres textes législatifs furent mis en œuvre pour limiter l'érosion des sols ou gérer les bassins fluviaux.

Enfin, la loi du 16 septembre 1921 consacrée à la protection des «monuments de la nature» permettait la création de parcs naturels protégés de l'exploitation mercantile. Le premier parc naturel au monde (Zapovednik) fut créé dans le delta de la Volga. En octobre 1925, une super-agence gouvernementale fut créée: le Goskomitet, dépendant du commissariat de l'Éducation et chargée de coordonner les mesures et programmes de conservation de l'environnement. Au cœur de ses objectifs: le développement des parcs naturels voués à la recherche fondamentale, mais visant aussi à informer la pratique économique ou, simplement, à protéger les espèces menacées. Parti de presque rien en 1917, le domaine des parcs naturels soviétiques atteignait déjà près de 10 000 km<sup>2</sup> en 1925 et quelque 40 000 km<sup>2</sup> en

1929 (la superficie totale de la Suisse). Ils n'étaient pas seulement des sanctuaires mais surtout des réserves intégrales, dévolues à la recherche, où toute intervention humaine productive était (théoriquement) exclue.

Mais le stalinisme avec sa politique d'industrialisation à marche forcée renversa complètement cette orientation, ruinant en même temps les prolétaires, soumis bien des fois à un véritable travail forcé, et la nature. La quasi-disparition de la Mer d'Aral en est l'une des conséquences les plus tristement célèbres.

### L'AVENIR APPARTIENT AU COMMUNISME !

Au Nigeria comme ailleurs, le capitalisme pollue et tue. Il détruit des vies humaines mais aussi l'environnement. Il produit pour le profit, pas pour satisfaire les besoins humains. Il produit de façon anarchique sans se soucier aucunement du futur.

Seule la révolution prolétarienne vengera les innocentes victimes de ce système prédateur et criminel en le mettant à mort. Seule la révolution prolétarienne est apte à transformer radicalement la relation entre l'Homme et la Nature, et à assurer un développement harmonieux des deux.

Le communisme permettra de créer un monde où l'abondance matérielle ne compromettra pas l'avenir des ressources naturelles et de la biodiversité. C'est ce monde évoqué par Marx dans ses *Manuscrits de 1844*, un monde où s'exprimerait «l'unité essentielle de l'homme avec la nature, la vraie résurrection de la nature, le naturalisme accompli de l'homme et l'humanisme accompli de la nature».

### El Proletario

Órgano del partido comunista internacional  
No 15/ Sept.-Oct.-Nov. de 2017

••• El particularismo catalán ••• ¿Paz en Euskadi? Marxismo y nacionalismo por el mismo precio (2) ••• Siguiendo a la burguesía y a la pequeña burguesía, sean estas catalanas o españolas, el proletariado sólo logra fortalecer las cadenas que le atan a la explotación capitalista ••• Referéndum en Cataluña ••• «Paro nacional» en Cataluña: La colaboración con la patronal y la burguesía lleva al proletariado a una derrota segura ••• Naturaleza y objetivos de la revolución cubana (2) ••• Dos nuevas ediciones de la *Dialéctica de la naturaleza*, de Engels ••• Lee el proletario ••• Atentado en Barcelona ••• Nueva edición en castellano: Cuarenta años de valoración orgánica de los eventos de Rusia en el dramático desarrollo social e histórico internacional

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

### MARXISME ET CLASSES MOYENNES

(Brochure "le prolétaire", Sept. 2017, format A5, 76 pages, Prix : 2 €)

## le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

### Marxisme et classes moyennes

Suivi de:

- La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia

- Sur le fil du temps  
Les intellectuels et le marxisme

- La demi-classe, notre bête noire

- Léon Trotsky  
Petite-bourgeoisie et fascisme

36

## Lutte Ouvrière, le trotskysme et la «tradition communiste révolutionnaire»

(Suite de la page 1)

ment à la classe ouvrière turinoise et partager ses luttes». LO passe ainsi sous silence que les *ordinovistes* s'étaient en fait ralliés aux positions marxistes d'*Il Soviet* pour fusionner dans la «Fraction Communiste» qui eut la charge de préparer la fondation du Parti Communiste. Les positions conseillistes et gradualistes, étrangères à la tradition marxiste, qu'avaient soutenues les *ordinovistes* et qui s'étaient d'ailleurs écroulées à la chaleur des luttes ouvrières, n'avaient pas de place dans le nouveau parti et pendant deux ans Gramsci et ses camarades resteront fidèle à l'orientation de ce dernier

### LES «ARDITI DEL POPOLO»

Pour démontrer le soi-disant sectarisme du parti dirigé par la Gauche, LO ressort la polémique sur les «*Arditi del Popolo*»; il s'agissait d'une association d'anciens combattants fondée pour défendre l'ordre établi en Italie après la première guerre mondiale; au départ anticommuniste elle se tourna ensuite contre les Fascistes et les combattit pendant les quelques mois de son existence. «*Au lieu de se joindre à ce front unique avant l'heure, le PC d'I, écrit LO, préféra choisir une attitude d'isolement sectaire*». En fait le parti nouveau-né était en train de constituer ses propres organisations armées et il était hors de question pour lui de placer ses groupes de combat sous le commandement équivoque des dirigeants des *Arditi*, ainsi que le voulaient ces derniers. Une résolution du PC d'I disait à ce sujet: «*l'encadrement militaire révolutionnaire du prolétariat doit être à base de parti, étroitement lié au réseau des organes politiques du parti (...). La préparation et l'action militaire exigent une discipline au moins égale à la discipline politique du parti communiste. On ne peut pas obéir à deux disciplines différentes. Le communiste donc comme le sympathisant que ne milite pas dans le parti parce qu'il a des «réserves sur la discipline», ne doivent pas accepter de dépendre d'autres organisations d'encadrement de type militaire. (...) Le mot d'ordre du Parti communiste à ses adhérents et à ceux qui le*

*suivent est celui-ci: - constitution des détachements communistes, dirigés par le Parti communiste, pour la préparation, la formation, l'action militaire révolutionnaire, défensive et offensive du prolétariat*» (2).

L'indépendance du parti sur le plan politique est un objectif qui doit être recherché et défendu **en permanence** (ce n'est jamais une conquête définitive et assurée) car elle est la condition pour pouvoir appeler à l'action la plus large possible des masses contre l'ordre capitaliste, sur des objectifs bien précis; ce n'est pas par hasard si le PC d'I avait été le premier parti à lancer le mot d'ordre du front unique, comme le reconnût l'Internationale – mais front unique **à la base**, sur le plan de l'**action syndicale**, et non par des accords au sommet avec les faux partis ouvriers traités à la cause prolétarienne.

Cette indépendance est encore plus importante sur le plan de l'action militaire, qui est la forme suprême de l'action politique. Mais cela n'empêcha pas les groupes de combat du parti de combattre contre les Fascistes aux côtés et en coordination avec les *Arditi*, quand c'était possible, comme ce fut le cas en particulier à Rome et à Parme, où ces groupes de combat jouèrent un rôle décisif (4).

Cette position du PC d'I par rapport aux *Arditi* a évidemment tout particulièrement scandalisé les Staliniens: ils eurent en effet la position exactement **inverse**, avec la participation du PC Italien aux fronts de résistance antifascistes, qui couronnaient la liquidation de toute indépendance de classe du prolétariat et sa soumission, derrière la défense de la démocratie, à des intérêts strictement bourgeois.

Mais LO, fervente adepte du grand rassemblement des travailleurs, des «petites gens», des petits patrons, etc., ne peut évidemment soupçonner l'importance cruciale de l'indépendance de classe pour pouvoir mener une politique qui soit réellement communiste!

Comme tous les trotskystes, ses sympathies vont à Gramsci qui, après l'arrestation de Bordiga et de la direction du PC d'I par les fascistes, fut bombardé par l'Internationale lors de l'Exécutif Elargi de juin 23 à la tête du

parti afin d'y mener une politique opposée à celle de la Gauche. Gramsci et ses partisans orientèrent le parti non seulement vers une politique d'accords avec les autres partis se revendiquant du mouvement ouvrier, mais aussi avec des partis bourgeois démocratiques. Selon eux le fascisme n'était pas la pointe avancée de la contre-révolution bourgeoise comme l'affirmait la Gauche, mais un mouvement s'appuyant sur les secteurs archaïques de la société; il était donc possible de s'allier contre lui avec les forces de la bourgeoisie «éclairée»: ce fut l'épisode où le parti, en 1925, suivit les opposants démocrates bourgeois qui quittèrent le parlement pour «se retirer sur l'Aventin». C'était le début de la funeste politique interclassiste de l'antifascisme démocratique qui mena le prolétariat au désastre. En ligne avec cette orientation Gramsci affirmait en outre que le parti devait devenir un véritable parti **italien**, prenant en charge les intérêts de la **nation** comme s'ils étaient ceux du prolétariat **international!**

### LE CONGRÈS DE LYON

LO peut donc bien regretter que Gramsci «*ne comprit pas à temps*» la nature de la lutte au sein du parti russe et que «*malheureusement*» au congrès du PC d'I à Lyon (1926) il se fit «*l'instrument de la direction [stalinienne!] de l'Internationale*», elle affirme néanmoins que l'orientation politique qu'il y défendit était «*formellement juste*»: «*Gramsci combattit les positions ultragauchistes de Bordiga, défendant notamment la conception du front unique de l'Internationale et la nécessité de dépasser la proclamation pour mener une politique communiste à partir des luttes réelles*».

On confine là aux calomnies de type stalinien: la critique de la direction gramsciste du parti et de la politique de l'Internationale dans les thèses présentées par la Gauche, n'avait rien d'une proclamation abstraite; elle se fondait sur une analyse de la situation internationale et sur une critique serrée de l'action de l'Internationale Communiste dans les divers domaines et de celle du parti italien; et jamais la Gauche ne s'était détournée des luttes

## Lutte Ouvrière ...

réelles – mais en mettant au premier plan les luttes prolétariennes.

Il est vrai que, alors que les thèses présentées par Gramsci étaient purement «italiennes», celles de la Gauche avaient un caractère **international** marqué – ce qui à notre avis est une autre de ces supériorités. Les questions spécifiquement italiennes n'en constituaient qu'une partie, mais elles n'étaient cependant pas ignorées, et les fautes de la direction étaient passées au crible. Était entre autres condamné le mot d'ordre lancé par la direction lors de l'Aventin d'un «anti-parlement» (plus précisément d'une «Assemblée républicaine sur la base des Comités ouvriers et paysans; contrôle ouvrier sur l'industrie; la terre aux paysans»): au-delà du verbiage typiquement ordnoviste et des illusions démocratiques sur lesquelles il s'alignait, il n'aurait pu que signifier mettre le prolétariat à la remorque de fractions bourgeoises.

Nous ne pouvons nous étendre davantage ici sur un texte aussi important que ces thèses auxquelles nous renvoyons le lecteur (5); il faut toutefois signaler que le rédacteur de LO lui-même rappelle un peu plus loin que ce texte qu'il a décrété «ultra-gauche», Trotsky l'avait qualifié en 1929 comme étant «un des meilleurs documents publiés par l'Opposition internationale» qui conservait «sur de nombreux points» «toute sa valeur jusqu'à aujourd'hui!» Mais on sait que les trotskystes, dont LO, sont les premiers à renier toutes les positions marxistes correctes défendues par Trotsky...

### LES RAPPORTS DE NOTRE COURANT AVEC TROTSKY

Après avoir été expulsé d'URSS en 1929, Trotsky s'efforça de rassembler les divers éléments de gauche exclus des partis communistes. Contrairement à ce qu'écrivit LO la «Fraction» qui regroupait les militants de notre courant hors de l'Italie sous domination fasciste, ne refusa pas de participer à l'«opposition de gauche internationale», malgré les désaccords avec Trotsky. Lors de son premier congrès en 1928 à Pantin la «Fraction de Gauche» regroupant les militants de notre courant dans l'émigration, avait adopté une résolution symbolique appelant à la tenue d'un Congrès extraordinaire de l'Internationale Communiste sous la présidence de Trotsky.

À propos des rapports de nos camarades avec ce dernier, nous avons noté ailleurs la grande patience dont ils ont longtemps fait preuve par rapport à ses manoeuvres et à ses initiatives hasardeuses pour hâter l'unification de cette opposition puis ensuite la constitution d'une organisation internationale, ainsi que pour accélérer la maturation des situations (6). LO leur reproche, semble-t-il, d'avoir voulu une «clarification préalable» à l'unification; c'est pourtant une exigence élémentaire si l'on ne veut pas bâtir sur du sable des regroupements éphémères, destinés à s'éparpiller à la première difficulté. Nos camarades étaient opposés en particulier à la tentative (qui échoua) de Trotsky en 1933 de constituer un regroupement devant servir à la fondation d'une IVe Internationale avec des organisations social démocrates de gauche (le dit «Bureau de Londres») (7). Pour s'allier avec ces partis confusionnistes, en fait réformistes, nos camarades étaient trop gênés avec leur souci de la clarté politique: ils furent donc exclus de l'opposition de gauche internationale sans autre forme de procès. LO produit une longue citation d'un texte de 1934 où Trotsky s'en prend au «sectarisme», écrivant que «ces conceptions ont été exprimées de la façon la plus complète par cette secte morte que forment les bordiguistes qui espèrent que l'avant-garde du prolétariat se convaincra toute seule, à travers la lecture d'une production théorique de difficile lecture, de la justesse de leurs positions et ainsi se retrouvera autour de leur secte. (...) La perspective des bordiguistes, selon laquelle les événements révolutionnaires pousseront d'eux-mêmes la classe ouvrière vers leur tendance en récompense de leurs idées "justes" est la plus dangereuse des illusions. (...) Pour croître plus rapidement

dans une période de montée, il nous faut savoir trouver des points de contact avec la conscience des plus larges secteurs ouvriers. Il nous faut établir des relations adéquates avec les organisations de masse (...).

Pour en comprendre le sens de ce texte (8), il faut savoir qu'il a été écrit à la suite de la décision de Trotsky de faire entrer ses partisans, trop peu nombreux à son goût, dans le parti socialiste français (SFIO) pour y recruter des adhérents. Ce «tournant entriste» décidé après l'échec du regroupement avec les organisations du Bureau de Londres, venait de provoquer une crise dans le mouvement trotskyste (notamment une scission dans la «Ligue Communiste», la section française). L'«organisation de masse» dont il parle est précisément le parti socialiste à propos duquel quelques mois auparavant il accusait ses camarades français de sectarisme parce qu'ils étaient trop critiques à son égard et qu'ils refusaient de créer une «fraction» en son sein. La dénonciation des «bordiguistes», auxquels il attribuait pour les besoins de la polémique des conceptions absurdes, lui servait donc à justifier une manoeuvre qui avait du mal à passer.

En effet Trotsky avait fustigé auparavant avec une vigueur incomparable le manoeuvrisme sans principe des Staliniens et leur abandon de l'indépendance politique du parti. Ce n'est personne d'autre que lui qui avait écrit ces phrases mémorables: «Ce n'est pas la souplesse qui fut la caractéristique fondamentale du bolchevisme (à présent non plus elle ne doit pas l'être), c'est sa fermeté d'airain. C'est précisément cette qualité – dont il fut légitimement fier – que ses ennemis et adversaires lui reprochaient. Non pas "optimisme" béat, mais intransigeance, vigilance, défiance révolutionnaire, lutte pour chaque pouce de son indépendance: voilà les traits essentiels du bolchevisme».

Et encore: «La pire et la plus dangereuse des manoeuvres est celle que commandent l'impatience opportuniste, le désir de dépasser la croissance du parti, de sauter par-dessus les étapes de son développement (voilà justement le cas où il ne faut pas les sauter)»; «La règle la plus importante, inébranlable et invariante, qui doit être appliquée dans toute manoeuvre est celle-ci: ne te permets jamais de fondre ou d'entrelacer ton organisation de parti avec celle d'un autre parti, si "amical" qu'il soit aujourd'hui. Ne te permets jamais des démarches qui, directement ou indirectement, ouvertement ou secrètement, subordonnent ton parti à d'autres partis (...). Ne te permets jamais de confondre ton drapeau avec les leurs et, à plus forte raison, cela va sans dire, de s'agenouiller devant la bannière des autres», etc. (9). Son impatience devant la croissance trop faible de la Ligue faisait oublier à Trotsky ce qu'il avait appelé 5 ans plus tôt une **règle inébranlable et invariante** et il sommat ceux qui le suivaient de plonger dans le marais social démocrate sous peine de devenir une «secte morte»...

LO passe donc sous silence les vraies causes de la rupture entre Trotsky et nos camarades en attribuant à ceux-ci le «choix de l'isolement sectaire» alors qu'ils avaient juste fait le «choix» de rester fidèles à la règle des bolcheviks (n'est-ce pas Lénine qui avait écrit qu'il valait mieux être seul avec Liebknecht que très nombreux avec les social-chauvins?) rappelée par Trotsky lui-même.

### LA TRANSMISSION DE LA «TRADITION COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE» SE FERA CONTRE LE TROTSKYSME

LO s'interroge sur les causes de la présence particulière en Italie de la «déformation bordiguiste» (sic!); et elle l'explique par le choix des militants de notre courant de s'isoler de l'«Opposition de gauche trotskyste, elle-même véritable héritière politique de la révolution russe et du léninisme» au lieu de se confronter avec elle, «et de se replier sur leur sectarisme, sur une base nationale faite avant tout d'ignorance de ce qu'étaient les autres courants». Ce n'est pas d'ignorance qu'il faut ici accuser le rédacteur de LO, mais de la plus complète mauvaise foi!

Notre courant connaissait parfaitement les positions de Trotsky et de l'«opposition

de gauche» puisqu'elle avait fait partie de cette dernière à l'origine. Il s'en est détaché non par «sectarisme» ou «repli national» (!) mais pour des raisons politiques cruciales. Trotsky était sans aucun doute un militant révolutionnaire marxiste de première grandeur, mais dans sa lutte désespérée pour résister à la contre-révolution et tenter de ramener le prolétariat dans la voie révolutionnaire, il en vint à se lancer dans des expédients de plus en plus en rupture avec les positions communistes authentiques: de l'entrisme dans les partis sociaux-démocrates à la défense de la démocratie bourgeoise contre le fascisme, etc. Aggravant ainsi les erreurs dans lesquelles était tombée la jeune Internationale Communiste et qui n'avaient pas peu contribué à sa dégénérescence, au lieu d'en faire le bilan et de les corriger, il égarait et démoralisait les maigres forces révolutionnaires.

Nos camarades ont eux aussi été victimes de la terrible situation contre-révolutionnaire de l'époque; ils ont sans aucun doute commis des erreurs et abandonné certaines positions théoriques et programmatiques; il faudra tout le travail effectué après guerre sous l'égide de Bordiga pour «restaurer le marxisme» défiguré par le Staliniisme mais aussi par la plupart des mouvements anti-staliniens, trotskystes en particulier. Mais ils n'ont pas lâché sur l'essentiel, assurant une continuité pas seulement physique avec la période des grandes luttes de classe du premier après-guerre qui a permis ce travail.

LO écrit que «la principale responsabilité» de la non transmission de la tradition communiste révolutionnaire «incombe évidemment au stalinisme qui a tout fait pour écraser les autres tendances communistes». Mais le stalinisme n'était pas une «tendance communiste» parmi d'autres, c'était l'expression de la **contre-révolution!**

Le fait que le trotskysme en général (et LO en particulier) ne s'en soit pas aperçu, le fait qu'il ait considéré les prétendus pays socialistes comme des pays non-capitalistes (alors qu'il s'agissait de capitalismes d'Etat, en outre particulièrement féroces contre les prolétaires) et leur système politique comme une bureaucratie défendant malgré tout ce caractère non capitaliste et jouant donc un rôle positif, ce fait est une démonstration supplémentaire qu'il est incapable de défendre et de transmettre les positions communistes. Comme, sous la terrible pression d'une situation défavorable à la lutte révolutionnaire, il n'a pu assimiler et transmettre que les pires positions de Trotsky, il s'est irrésistiblement transformé en mouvement «centriste» – comme les bolcheviks appelaient ces courants révolutionnaires en paroles, mais anti-communistes dans les faits, qui étaient le principal obstacle à la constitution de vrais partis communistes.

Dans toutes ses innombrables variantes actuelles, le trotskysme n'est pas autre chose que le mouche du coche des forces de la collaboration des classes, l'allié des grands appareils réformistes anti-prolétariens qu'il peut sans doute critiquer, mais avec lesquels il ne rompt jamais et vers qui il rabat les éléments attirés par son discours trompeur. A qui en douterait il suffirait de considérer son attitude actuelle vis-à-vis des directions syndicales qui jouent la comédie de la lutte pour mieux empêcher toute réaction authentiquement de classe aux attaques bourgeoises, ou son suivisme congénital vis-à-vis des partis réformistes, parfois «justifié» au nom de la tactique du «front unique», ou pour avoir quelques élus dans des municipalités (LO).

Mais ces partis réformistes, de matrice stalinienne ou social démocrate, s'inscrivent, eux, dans un indéfectible front unique avec les capitalistes dont ils servent les intérêts quand ils sont au gouvernement de l'Etat bourgeois; ou quand, dans l'opposition, ils empêchent l'apparition de la véritable lutte de classe prolétarienne par le sabotage des luttes réelles et l'organisation de pseudo-mouvements condamnés dès le départ à l'impuissance et qui ne servent qu'à décourager ceux qui y participent. Ce n'est pas par hasard si la bourgeoisie a depuis des décennies concédé une petite place dans son système politique aux organisations

trotskystes: elles sont bien utiles pour redonner un peu de lustre au système électoral de plus en plus usé et un peu de dynamisme à l'action des forces de la collaboration des classes.

La renaissance du mouvement prolétarien révolutionnaire sera le fruit des contradictions du capitalisme lui-même qui à un moment donné de sa crise poussera inexorablement les masses à la révolte.

Mais pour que cette révolte surmonte les obstacles, pour qu'elle trouve la voie révolutionnaire juste et débouche sur la révolution communiste, il faudra qu'ait été transmise et que se soit implantée au sein du prolétariat la «tradition communiste révolutionnaire» – autrement dit le programme communiste qui synthétise les grandes leçons des luttes prolétariennes du passé et indique à cette lumière la voie de la victoire des luttes futures. Cette tradition, ce programme ne peuvent que s'incarner dans une organisation, un **parti**, qui, organisé sur ses bases et les faisant vivre dans son action, acquiert peu à peu la capacité de conquérir la direction du mouvement prolétarien et de le guider vers la victoire révolutionnaire. Ce **parti de classe, internationaliste et international**, organe indispensable du prolétariat dans la lutte pour son émancipation, le trotskysme ne pourra contribuer à sa constitution. Il a tourné le dos au grand combattant Trotsky en ne retenant que ses fautes et ses manoeuvres, accentuées encore au-delà de toute mesure, et il ne voit dans les positions communistes véritables que sectarisme et ultra-gauche à combattre.

C'est contre le trotskysme, adversaire du programme, des principes et de la politique communistes, aussi bien que contre les faux marxistes de toute espèce, que devra naître demain le communisme authentique, sur la ligne historique sur laquelle ont combattu hier les Marx, Engels, Luxemburg, Lénine, Bordiga, Trotsky lui-même dans sa meilleure époque, etc., ainsi que d'innombrables militants et prolétaires anonymes.

(1) Cet article a été écrit à propos du groupe italien «Lotta Comunista» (qui publie en français «L'Internationaliste») après que des militants de cette organisation aient tenté d'empêcher une réunion de «Pageine Marxiste» (groupe issu de Lotta Comunista qui entretient des rapports avec LO). Groupe opportuniste bien connu pour son manoeuvrisme sans principes, Lotta Comunista n'a jamais eu aucun lien avec notre courant. Par contre il a participé à la fin des années 70 à des réunions internationales avec LO, le SWP britannique et autres, qui n'ont pas abouti au rapprochement souhaité par les participants.

(2) Voir notre brochure «La maladie infantile», condamnation des futurs renégats», Textes du PC International n°5.

(3) Communiqué du Comité Exécutif du PC d'I, *Il Comunista*, 14/7/21.

(4) Voir à ce sujet «La question du Front Unique. (2)», *Programme Communiste* n°103.

(5) Elles se trouvent dans le recueil «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du PC International n°1.

(6) Voir notre étude «Éléments d'histoire de la Fraction de gauche à l'étranger (de 1928 à 1935)», *Programme Communiste* n°97, 98, 100 et 104.

(7) Sur le premier n° de leur journal en Français, *Bilan*, nos camarades écrivaient en commentaire de leurs critiques des manoeuvres de Trotsky: «il ne s'agit pas ici de la personnalité du camarade Trotsky, il s'agit des intérêts du mouvement communiste (...). Et à ce sujet les seules règles d'action valables sont celles qui se rattachent aux enseignements du marxisme (...). La Quatrième Internationale, les nouveaux partis, se préparent dans une toute autre atmosphère politique: là où l'on s'acharne à comprendre le passé que nous venons de vivre sans faire recours aux manoeuvres permettant des succès éphémères».

(8) On peut le lire in extenso dans Léon Trotsky, *Oeuvres*, première série, tome 4, p223-232

(9) Citations tirées de «L'Internationale Communiste après Lénine» (1929), tome 1, p. 252, 253, 254.

## Énergie, ports, plantations: Flambée de combativité ouvrière au Sri Lanka

Le Sri Lanka est une petite île au Sud de l'Inde peuplée par une vingtaine de millions d'habitants. Le pays occupe une position géostratégique qui intéresse les différents impérialismes car il est au cœur des routes maritimes qui relient l'Asie à l'Europe, au Moyen Orient et à l'Amérique du Nord. La Chine est particulièrement intéressée dans le cadre de ses "nouvelles routes de la soie" ou de ce que les autorités américaines surnomment le "collier de perles" chinois.

Longtemps le pays a été ravagé par une guerre civile qui opposait le pouvoir central à la minorité tamoule du Nord. Cette guerre s'est achevée en mai 2009 avec la victoire du pouvoir central.

Cette nouvelle stabilité politique a permis au pays de connaître une forte croissance économique (plus de 6 % par an en moyenne) et de devenir l'État le plus développé d'Asie du Sud. Malgré sa croissance, le pays a fait appel à «l'assistance financière» du FMI en échange de la mise en œuvre de «réformes structurelles» (un catalogue d'attaques anti-prolétariennes et d'ouverture économique).

Si le Sri Lanka a connu un certain développement industriel et touristique, il reste majoritairement rural et la misère demeure gigantesque. En témoigne l'effondrement d'un tas d'ordures, le 14 avril, qui a fait une trentaine de morts dans la décharge à ciel ouvert de Kolonnawa, où s'entassaient 23 millions de tonnes d'ordures, dans une ville située au nord-est de Colombo, la capitale sri-lankaise. Une pile de déchets de 91 mètres de haut, fragilisée par des pluies torrentielles et un incendie, s'est écroulée en ensevelissant les habitations d'un bidonville.

### UNE VAGUE DE LUTTES PROLÉTARIENNES

Ces dernières années ont été marquées par des luttes prolétariennes dans beaucoup de secteurs.

Les travailleurs portuaires ont mené des luttes importantes l'année passée pour défendre leurs conditions de travail menacées dans le cadre des programmes de privatisations. Les portuaires d'Hambantota ont fait grève en décembre 2016 pour demander l'embauche des précaires sur des emplois permanents. Ceux de la capitale, Colombo, ont fait de même en février 2017 pour demander des garanties sur le maintien des emplois après la cession de 85 % du port à la China Merchants Port Holding Company. Dans les deux cas, la réponse gouvernementale a été la répression. A Hambantota, les prolétaires ont eu à affronter l'hystérie médiatique, les sanctions judi-

ciaires, le recours aux briseurs de grève puis l'intervention de l'armée et une chasse aux sorcières contre les "meneurs". A Colombo, les flics ont tiré des gaz lacrymogènes et utilisé les canons à eau contre les manifestations ouvrières.

En juillet, les ouvriers de la Ceylon Petroleum Corporation (CPC) se sont également mis en grève contre les risques sur les conditions de travail et l'emploi que font peser la vente de certaines installations à des entreprises indiennes ou chinoises mais aussi pour la rénovation de la raffinerie de Sapugaskanda. La grève a fortement touché la distribution d'essence et de gasoil dans le pays. Là encore le gouvernement a eu recours à l'armée pour briser la grève.

En février, les travailleurs du Ceylon Electricity Board (CEB) se sont mobilisés pour l'augmentation des salaires qui ne permettent plus de vivre à peu près correctement en particulier à cause de la dévaluation de la monnaie et de l'augmentation de diverses taxes. Ces travailleurs se sont mis en grève en septembre, ce qui a provoqué des coupures d'électricité. A la revendication d'augmentation des salaires s'en sont ajoutées d'autres: la fin de la répression antisyndicale et une prime de risque pour les électriciens qui y sont exposés. Le gouvernement a menacé de licencier les grévistes.

Les ouvriers agricoles des plantations de thé sont également victimes des politiques capitalistes qui cherchent à réduire leurs dépenses de personnels pour faire face à la concurrence sur les marchés internationaux. L'objectif des patrons du thé est d'externaliser la main d'œuvre: les prolétaires perdraient leur statut de salariés (et deviendraient des «travailleurs indépendants» et l'ensemble des (maigres) acquis qui vont avec en termes de pensions, de prise en charge médicale, d'aide au logement. Avant même la mise en place de ce nouveau système, les rémunérations ont baissé passant par exemple de 58 à 51 roupies par kilogramme de thé récolté ou avec des retenues sous prétexte d'une mauvaise qualité de la production. Enfin, certains patrons, pour dégager un profit immédiat, transforment des parcelles de thé en parcelle de maïs plus rémunératrices. Toutes ces attaques entraînent des réactions ouvrières sous forme de grèves et de manifestations. Fin décembre 2016, un gros millier de travailleurs précaires de la Sri Lanka Telecom ont fait grève pour leur embauche définitive.

A ces luttes spécifiquement proléta-

riennes s'ajoutent celles d'autres catégories de travailleurs et de couches pauvres. Les infirmières se sont également mobilisées pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Les étudiants ont mené des journées de grève contre la privatisation du système éducatif.

Des paysans pauvres ont lutté pour obtenir les aides dues par l'État, et des pêcheurs contre un projet de construction d'un port qui menace les ressources halieutiques.

### SYNDICATS ET EXTRÊME-GAUCHE: DES OBSTACLES AUX LUTTES

L'organisation des masses prolétaires sur leur terrain et avec leurs objectifs, est ici comme ailleurs un urgent besoin.

Les syndicats ont détourné les luttes d'objectifs classistes. Ils ne se sont pas battus pour les intérêts ouvriers mais ont (dés)orienter les prolétaires en dénonçant le changement de propriétaires des entreprises (les privatisations) ou l'influence des intérêts économiques indiens ou chinois. Ni la nationalité ni le caractère public ou privé de l'exploiteur n'ont un quelconque intérêt pour les prolétaires. Un exploiteur est un exploiteur et il doit être combattu! Les prolétaires n'ont que leurs intérêts à défendre et pas ceux de l'entreprise ou de l'économie nationale!

L'organisation de classe ne pourra également se faire qu'en franche rupture et claire opposition avec les forces «révolutionnaires» qui n'ont à offrir que des perspectives purement bourgeoises. Les pseudo-communistes du JVP («Front de Libération Populaire») veulent «protéger le pays et le développer». Les maoïstes du New-Democratic Marxist-Leninist Party militent pour une «République Démocratique Populaire» et ceux du Parti Communiste de Ceylan (Marxiste-Léniniste) mettent en avant une «lutte révolutionnaire pour la démocratie et la liberté». Leurs frères ennemis trotskistes loin de combattre le capitalisme entendent combattre les «politiques néolibérales» (l'United Socialist Party membre du Comité pour une Internationale Ouvrière) ou «l'influence des multinationales» (NSSP, membre de la Quatrième Internationale-SU). Ceux du Socialist Equality Party (membre du Comité International de la Quatrième Internationale) se font les chantres d'un «gouvernement ouvrier et paysan» qui nationalise «sous le contrôle démocratique des travailleurs». Un ensemble de recettes anti-prolétariennes qui sont des objectifs bourgeois et des obstacles à la lutte classiste.

### LA PRIORITÉ DES PRIORITÉS

Aujourd'hui, tant le Sri Lanka que tout l'Asie du Sud sont mûrs pour la révolution prolétarienne. Seule celle-ci – et non pas une «révolution» nationale ou populaire, ce qui

signifie **bourgeoise** – pourra libérer les masses prolétariennes et pauvres de la misère, de l'exploitation et de l'oppression.

Pour ce faire, les prolétaires devront organiser leur force en dehors de l'influence paralysante des réformistes de tous poils et sur le terrain de la lutte de classe directe. C'est ainsi qu'ils pourront se préparer aux combats futurs pour les revendications immédiates sur les salaires comme pour le renversement de l'ordre capitaliste. Dans cette perspective, le parti d'avant-garde révolutionnaire est indispensable.

Il peut seul relier les luttes partielles actuelles à la lutte générale de demain en donnant à la classe ouvrière en mouvement l'unité de but, de volonté et d'action. La bourgeoisie cherche à renforcer son pouvoir dans la perspective de futurs affrontements; il revient aux révolutionnaires de travailler pour doter la classe ouvrière de son parti. C'est là la priorité des priorités.

### Pour la diffusion internationale de la presse du parti !

L'augmentation incessante des tarifs postaux constitue un obstacle de plus en plus grand à la circulation de notre presse et de nos publications, surtout au niveau international. Par exemple l'envoi d'un exemplaire de *Proletarian* à une librairie américaine revient à 2,6 euros alors que le bulletin est vendu à l'équivalent de 1,5 euros!

Une première réponse à cette situation est le recours à l'internet et c'est la raison pour laquelle nous travaillons à améliorer le site du parti. Mais la diffusion électronique ne peut pas remplacer complètement la diffusion papier, y compris gratuite (Bibliothèques, etc.), qui reste souvent indispensable.

Pour maintenir et si possible accroître cette-ci, nous avons besoin du soutien de nos lecteurs et sympathisants.

**Souscrivez pour la diffusion de la presse du parti!**  
**Abonnez-vous, ré-abonnez-vous!**

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

#### Quatrième liste 2017

Aix: 60,80 / Michel: 1,26 / Paris: 300,00 / Toulouse: 24,00 / Victor: 40,00 / Pour la diffusion internationale de la presse du parti: 250,00

**Total liste: 676,06**  
**Total général: 5724,56**

#### Points de contact:

**Aix, Paris:** pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

### CORRESPONDANCE :

**Pour la France :** Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07  
**Pour la Suisse :** L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.  
**Pour l'Italie :** Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano  
**Pour l'Espagne:** Apdo. Correos 27023, 28080 Madrid

## Soudan: fièvre de l'or pour les bourgeois, empoisonnement au cyanure pour les prolétaires

Le Soudan est un État particulièrement pauvre d'Afrique de l'Est. Cette pauvreté a été renforcée par une longue guerre civile qui a opposé l'État central dominé par la bourgeoisie arabe aux populations noires et chrétiennes du Sud. Aujourd'hui des guerres se poursuivent au Darfour ou dans la région du Nil bleu. A la suite de l'indépendance du Soudan du Sud en 2011 (pays aujourd'hui ravagé par la guerre civile), l'État soudanais a perdu une énorme partie de la production de pétrole qui faisait rentrer des devises.

L'industrie aurifère se développe dans le pays car l'État souhaitait compenser les pertes des revenus pétroliers. L'or représentait en 2009 1 % des exportations, 15 % en 2011 et 30 % en 2014. Cette politique entraîne logiquement la multiplication des usines d'extraction d'or, auxquelles s'ajoutent des mines d'orpaillage sauvage. Aujourd'hui, l'industrie de l'or emploierait deux millions de travailleurs. Beaucoup de ceux-ci sont issus des campagnes dont l'agriculture est victime du réchauffement climatique, de la sécheresse et des guerres.

Pour extraire l'or, les industriels utilisent massivement du mercure et du cyanure dont

la nocivité n'est plus à prouver.

Les prolétaires qui se tuent à la tâche dans ces bagnes sont les premières victimes. On constate une augmentation du taux des cancers dus à la vapeur du mercure ou à l'ingestion accidentelle de cyanure. A cela s'ajoutent de nombreux accidents en particulier ceux liés à la suffocation.

Les populations qui vivent à proximité des mines sont également atteintes car les rejets des entreprises s'infiltrent dans la nappe phréatique et contaminent les hommes, le bétail, les oiseaux et les cultures. On retrouve des traces importantes de polluants dans le Nil et jusqu'en Méditerranée. Ce sont des centaines de millions de personnes qui sont exposées à cette pollution massive.

Face à cet empoisonnement des prolétaires et des masses pauvres, des mobilisations ont eu lieu de manière désordonnée dans tout le pays. Ces mobilisations se font sous des slogans clairs: «Non au cyanure» «Non aux usines de la mort», «L'usine est nuisible». Les revendications dépassent parfois cela pour demander l'amélioration des conditions de vie de ces populations

particulièrement démunies.

Cette contestation prend la forme de manifestations ou de sit-in mais aussi de méthodes plus radicales: coupure d'électricité, incendies volontaires d'installations industrielles, émeutes (dont une qui fait fuir le gouverneur provincial sous la protection des flics)... Ces mobilisations réussissent parfois à faire reculer le gouvernement et les industriels mais les usines vont souvent s'implanter ailleurs.

Ce qui manque cruellement aux prolétaires du Soudan est de mener le combat sur le terrain de classe, le seul sur lequel leurs intérêts peuvent être défendus. Les luttes de défense de l'environnement mènent à une impasse si elles se font sous les auspices de l'interclassisme.

Les masses soudanaises ne devront leur salut qu'à la reconstitution du parti mondial du prolétariat, état-major indispensable au triomphe de la révolution communiste. Cette voie tracée par le marxisme peut sembler peu «concrète» et bien longue. Mais c'est la seule qui peut mener à la mort du capitalisme. Toute les autres ne peuvent conduire que dans les impasses de la conservation sociale.

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.  
**Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10.  
**Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**